



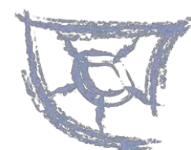
# SCoT CAEN-METROPOLE

MODIFICATION SIMPLIFIÉE

## RECUEIL DES AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES ET DE L'**A**UTORITÉ ENVIRONNEMENTALE



*Pôle Métropolitain Caen Normandie Métropole*  
16 rue Rosa Parks - 14027 CAEN  
[scot@caen-metropole.fr](mailto:scot@caen-metropole.fr) - Tel. : 02 31 86 39 00  
[www.caen-metropole.fr](http://www.caen-metropole.fr)



**AUCAME**  
Caen Normandie

**Agence d'urbanisme de Caen Normandie Métropole**  
21 rue de la Miséricorde - 14000 CAEN  
Tel. : 02 31 86 94 00 - [contact@aucame.fr](mailto:contact@aucame.fr)  
[www.aucame.fr](http://www.aucame.fr)



## Avis reçus

---

Organisme	Date de réception de <b>l'avis par le Pôle</b> métropolitain	Consultable page
<b>L'Autorité environnementale</b>	29 juillet 2025	5
Le Préfet du Calvados	15 juillet 2025	12
La Commission départementale de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) du Calvados	25 juillet 2025	15
I NAO	23 juillet 2025	16
Le Comité régional de Conchyliculture	25 février 2025 ( <i>pas dans la consultation mais en amont de la réunion PPA – à portée générale</i> )	17
Les intercommunalités membres du Pôle métropolitain		
<b>Cœur de Nacre</b>	2 juillet 2025	18
Caen la mer	7 juillet 2025	22
Cingal Suisse normande	9 juillet 2025	30
Les Chambres consulaires		
Chambre d'Agriculture	22 juillet 2025	34
<b>Chambre de Commerce et d'Industrie</b>	25 juillet 2025	36
Les établissements publics porteurs de SCoT voisins		
<b>Nord Pays d'Auge</b>	26 juin 2025	37
Pré Bocage Intercom	9 juillet 2025	40
CA Lisieux Normandie	22 juillet 2025	41
<b>Ter'Bessin</b>	1 <sup>er</sup> août 2025	42
<b>Les associations sur demande selon l'article L 132-12 du CU</b>		
CREPAN	8 juillet 2025	45
Bénouville Environnement	9 juillet 2025	46

---

## Avis tacites

La notification de la consultation a été envoyée par voie électronique le 29 avril 2025 et par voie postale le 1<sup>er</sup> mai 2025.

Au 5 août 2025, le **Pôle métropolitain Caen Normandie Métropole** n'a pas reçu d'avis des organismes suivants sur le projet de modification simplifiée n°1 du SCoT Caen-Métropole, ils sont dès lors réputés favorables :

Conseil départemental du Calvados
Conseil Régional de Normandie
SNCF Réseau
Syndicat mixte ATOUMOD
Centre régional de la propriété forestière de Normandie
Les intercommunalités membres du Pôle métropolitain
Val es Dunes
Vallées de l'Orne et de l'Odon
Les Chambres consulaires
Chambre des Métiers et de l'Artisanat
Les établissements publics porteurs de SCoT voisins
Intercom de la Vire au Noireau
Pays de Falaise
<b>Les associations sur demande selon l'article L 132-12 du CU</b>
Association familiale de Douvres-la-Délivrande
ACRO - Association pour le Contrôle de la Radioactivité dans l'Ouest
Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique du Calvados
Fédération Départementale des Chasseurs du Calvados
Conservatoire Espaces Naturels de Normandie
Groupe Ornithologique Normand
GRAPE
GRAINE



Mission régionale d'autorité environnementale  
Normandie

Inspection générale de l'environnement  
et du développement durable

Rouen, le 29/07/2025

Mission régionale d'autorité environnementale  
de Normandie

**Affaire suivie par :** Noël JOUTEUR

**Tel :** 01 40 61 79 02

**Courriel :** [noel.jouteur@developpement-durable.gouv.fr](mailto:noel.jouteur@developpement-durable.gouv.fr)

Objet : Avis délibéré de la mission régionale d'autorité environnementale sur la modification simplifiée du schéma de cohérence territoriale (SCoT) de Caen-Métropole (14)

Monsieur le président,

Vous avez transmis pour avis de l'autorité environnementale le dossier relatif à la modification simplifiée du SCoT de Caen-Métropole, dont il a été accusé réception le 5 mai 2025.

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'avis délibéré de la mission régionale d'autorité environnementale, qu'il conviendra de joindre au dossier de consultation du public.

Cet avis est publié sur le site internet des missions régionales d'autorité environnementale (rubrique MRAe Normandie) : [www.mrae.developpement-durable.gouv.fr](http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr).

Il me serait agréable d'être informé des suites que vous donnerez à cet avis.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le président de la mission régionale  
d'autorité environnementale empêché,  
le membre délégué,

Noël JOUTEUR

**Caen Normandie Métropole**  
**À l'attention de Monsieur le président**  
**16 rue Rosa Parks – CS 52700**  
**14027 CAEN Cedex 9**

Copie à : - Préfecture du Calvados  
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie  
- Direction départementale des territoires et de la mer du Calvados



Mission régionale d'autorité environnementale  
NORMANDIE

**Inspection générale de l'environnement  
et du développement durable**

**Avis délibéré**  
**Modification simplifiée du schéma de cohérence territoriale**  
**(SCoT) de Caen-Métropole (14)**

N° MRAe 2025-5887

# PRÉAMBULE

La MRAe de Normandie, mission régionale d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD), s'est réunie le 29 juillet 2025 par téléconférence. L'ordre du jour comportait, notamment, l'avis sur la modification simplifiée du schéma de cohérence territoriale (SCoT) de Caen-Métropole (14).

Étaient présents et ont délibéré collégalement : Laurent BOUVIER, Noël JOUTEUR, Olivier MAQUAIRE et Louis MOREAU DE SAINT MARTIN.

En application du préambule du règlement intérieur de la MRAe de Normandie adopté collégalement le 27 avril 2023<sup>1</sup>, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans le présent avis.

\* \*

La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) de Normandie a été saisie par le pôle métropolitain Caen Normandie Métropole pour avis de la MRAe, l'ensemble des pièces constitutives du dossier ayant été reçu le 5 mai 2025.

Cette saisine étant conforme aux dispositions de l'article R. 104-21 du code de l'urbanisme relatif à l'autorité environnementale prévue à l'article L. 104-6 du même code, il en a été accusé réception.

Conformément aux dispositions de l'article R. 104-24 du même code, la Dreal a consulté le 7 mai 2025 l'agence régionale de santé de Normandie et le préfet du département du Calvados.

Sur la base des travaux préparatoires de la Dreal et après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit, dans lequel les recommandations sont portées en italique gras pour en faciliter la lecture.

**Pour chaque plan et document soumis à évaluation environnementale, une autorité environnementale désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition de la personne responsable et du public.**

**Cet avis porte sur la qualité du rapport de présentation restituant l'évaluation environnementale et sur la prise en compte de l'environnement et de la santé humaine par le plan ou document. Il vise à permettre d'améliorer sa conception, ainsi que l'information du public et sa participation à l'élaboration des décisions qui s'y rapportent. L'avis n'est ni favorable, ni défavorable et ne porte pas sur son opportunité.**

**Le présent avis est publié sur le site internet des MRAe (rubrique MRAe Normandie). Cet avis est un avis simple qui est joint au dossier de consultation du public.**

<sup>1</sup> Consultable sur internet :

<https://www.bulletin-officiel.developpement-durable.gouv.fr/notice?id=Bulletinofficiel-0032990&reqId=be9d7cb4-3077-4e98-a1d7-ba6f63fd2852&pos=6>

# AVIS

## 1 La démarche d'évaluation environnementale

L'évaluation environnementale des projets de documents d'urbanisme est une démarche d'aide à la décision qui permet de décrire et d'apprécier de manière appropriée et proportionnée les incidences du document d'urbanisme sur l'environnement et la santé humaine. Elle est conduite au stade de la planification, en amont des projets opérationnels, et vise à repérer de façon préventive les impacts potentiels des orientations et des règles du document d'urbanisme sur l'environnement et la santé humaine, à un stade où les infléchissements sont plus aisés à mettre en œuvre. Elle doit contribuer à une bonne prise en compte et à une vision partagée des enjeux environnementaux et permettre de rendre plus lisibles pour le public les choix réalisés au regard de leurs éventuels impacts sur l'environnement et la santé humaine.

L'évaluation environnementale présente un intérêt majeur au stade d'élaboration des documents d'urbanisme. La démarche s'applique également, de manière proportionnée, à leurs évolutions.

## 2 Contexte réglementaire de l'avis

Le 15 octobre 2024, le pôle métropolitain Caen Normandie Métropole a engagé la procédure de modification simplifiée du schéma de cohérence territoriale (SCoT) de Caen-Métropole, approuvé le 18 octobre 2019<sup>2</sup>.

L'évolution d'un document d'urbanisme est soumise soit à un examen au cas par cas soit à évaluation environnementale systématique. La modification simplifiée du SCoT de Caen-Métropole est soumise à examen au titre du cas par cas. Cependant, le comité syndical de Caen Normandie Métropole a opté pour une évaluation environnementale volontaire, qui a donné lieu à une actualisation de celle menée lors de l'élaboration du SCoT.

Le projet de modification simplifiée du SCoT de Caen-Métropole a été transmis pour avis à l'autorité environnementale, qui en a accusé réception le 5 mai 2025.

## 3 Présentation du projet de modification simplifiée du SCoT

La modification simplifiée du SCoT vise à y intégrer les dispositions du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (Sraddet)<sup>3</sup> de Normandie, dans sa version issue de la modification approuvée par arrêté préfectoral du 28 mai 2024, qui précise l'objectif de « zéro artificialisation nette » (Zan) à atteindre en 2050 et sa trajectoire.

Les modifications consistent à changer les objectifs de réduction de consommation d'espace fixés dans le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) et dans le document d'orientations et d'objectifs (DOO). Les enveloppes foncières maximales attribuées à chacune des six intercommunalités

---

2 L'autorité environnementale a émis un avis sur le projet de SCoT révisé en date du 6 juin 2019 : [https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/a\\_3027\\_2019\\_scot\\_caen\\_metropole\\_delibere.pdf](https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/a_3027_2019_scot_caen_metropole_delibere.pdf).

3 Prévue par la loi NOTRe (loi sur la nouvelle organisation territoriale de la République du 7 août 2015), le Sraddet a été adopté par la Région Normandie en 2019 et approuvé par le préfet de la région Normandie le 2 juillet 2020. Il a fait l'objet d'une modification adoptée par la Région le 25 mars 2024 et approuvée par le préfet de la région Normandie le 28 mai 2024. Le Sraddet fusionne plusieurs documents sectoriels ou schémas existants : schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT), plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), schéma régional de l'intermodalité (SRI), schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et schéma régional climat-air-énergie (SRCAE).



composant le pôle métropolitain Caen Normandie Métropole<sup>4</sup> sont ainsi réduites par rapport au SCOT en vigueur.

L'état initial de l'environnement et l'évaluation environnementale font également l'objet d'une mise à jour et de compléments.

## 4 Avis sur le projet de modification simplifiée du SCoT

### Qualité du dossier et de la démarche d'évaluation environnementale

Le dossier transmis comporte un rapport de présentation (RP) du projet de modification simplifiée qui explicite les évolutions envisagées du document d'urbanisme en vigueur, le PADD et le DOO modifiés, l'état initial de l'environnement et l'évaluation environnementale (EE) mis à jour. Le bilan de la concertation est également fourni.

Les documents présentés sont de bonne qualité rédactionnelle et correctement illustrés. Les évolutions apportées au SCoT en vigueur sont clairement expliquées dans le rapport.

Concernant l'état initial de l'environnement, la mise à jour est riche par rapport à la version du SCoT en vigueur (désormais 565 pages au lieu de 365). Comme l'indique le dossier (p. 43 du RP), cette mise à jour « *dépasse les seules thématiques directement liées au foncier, objet de la présente modification simplifiée* », et s'inscrit dans la perspective de la future révision du SCoT. De ce fait, l'autorité environnementale sera amenée à donner son avis sur ce document le moment venu. Dans le présent dossier, l'état initial apparaît de bonne qualité et aborde correctement les différentes composantes attendues. Le changement climatique est traité avec précision, le rapport faisant référence aux travaux du groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec)<sup>5</sup>, déclinés au niveau régional par le Giec normand<sup>6</sup>. Il conviendra, dans la prochaine révision du SCoT, de s'appuyer sur les données les plus récentes disponibles de ces réseaux d'experts. En effet, certaines données disponibles sont plus récentes que celles utilisées dans le cadre de la présente actualisation ; ainsi la carte de la page 465, qui date de 2018, est désormais disponible en version 2022 sur le site internet de la Dreal<sup>7</sup> depuis la récente actualisation du profil environnemental normand.

Sur le plan formel, les parties 2.2.2 et 2.2.4 mériteraient d'être fusionnées puisqu'elles traitent toutes les deux du réseau Natura 2000.

L'évaluation environnementale a également été mise à jour. Selon le maître d'ouvrage du SCoT, la réduction accrue de la consommation d'espace concerne la plupart des enjeux environnementaux, avec une incidence positive ou neutre. Cette mise à jour n'appelle pas d'observation particulière par rapport à l'objet de la modification simplifiée. En revanche à l'occasion de la prochaine révision du SCoT, il conviendra d'apporter des précisions sur les impacts des orientations du DOO ; ainsi, par exemple, l'autorité environnementale note qu'un assouplissement de la protection des Znieff de type I (autorisation de certaines extensions et constructions de bâtiments agricoles) a été acté dans la version approuvée du SCoT, comparativement à la version arrêtée sur laquelle l'autorité environnementale avait émis son avis, alors que l'évaluation environnementale indique que les Znieff sont protégées de toute urbanisation (p. 51 de l'EE). Ce choix aurait mérité d'être évalué lors de l'approbation du SCoT en 2019.

---

4 Caen la mer, Cingal – Suisse Normande, Coeur de Nacre, Pays de Falaise, Val ès dunes, Vallées de l'Orne et de l'Odon.

5 Le Giec est un organisme intergouvernemental ouvert à tous les pays membres de l'organisation des nations unies (ONU). Ce groupe a été créé en 1988 à la suite d'une initiative politique de nature internationale. Il a pour mission d'évaluer, sans parti pris et de façon méthodique, claire et objective, les informations d'ordre scientifique, technique et socio-économique qui sont nécessaires pour mieux comprendre les risques liés au réchauffement climatique d'origine humaine, cerner plus précisément les conséquences possibles de ce changement et envisager d'éventuelles stratégies d'adaptation et d'atténuation.

6 <https://www.normandie.fr/giec-normand>

7 <https://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr/le-changement-climatique-en-normandie-prospective-a4975.html>

## Analyse du projet de modification simplifiée du SCoT et de la manière dont il prend en compte l'environnement

L'autorité environnementale rappelle les enjeux liés à la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (Enaf) et à l'artificialisation des sols. En plus de réduire la surface des terres consacrées à la production alimentaire, elles affaiblissent le bon fonctionnement des sols, affectent notamment, par voie de conséquence, leur fertilité, la biodiversité, le cycle et la qualité de l'eau, le cycle du carbone en réduisant notamment sa capacité de stockage et donc contribuent au réchauffement climatique.

En effet, les sols stockent, sous forme de matières organiques, deux à trois fois plus de carbone que l'atmosphère. En France, 3 à 4 milliards de tonnes de carbone sont stockés dans les 30 premiers centimètres de sols, soit environ trois fois plus de carbone que dans les forêts. À l'échelle mondiale, cette fonction de puits de carbone est du même ordre de grandeur que celle des océans (sur la période 2014-2023, ces derniers ont stocké environ 2,9 milliards de tonnes de carbone par an, soit environ 25 % des émissions annuelles d'origine anthropique<sup>8</sup>). Limiter l'artificialisation des sols est ainsi une démarche visant à lutter activement contre le réchauffement climatique<sup>9</sup>.

La Normandie est particulièrement concernée par le phénomène avec environ 18 000 ha d'Enaf consommés entre 2011 et 2021. Cette surface représente l'équivalent de trois fois la surface de la commune du Havre et correspond à l'artificialisation d'environ un hectare toutes les six heures. De plus, l'analyse territoriale croisée de l'artificialisation des sols, d'une part, et de l'évolution de la population ou du nombre d'emplois, d'autre part, montre une forte décorrélation entre ces phénomènes. L'artificialisation n'est pas systématiquement un facteur d'attractivité des ménages ou des emplois et peut entraîner un transfert de ceux-ci entre les différents territoires normands, générant notamment une augmentation de la vacance des logements<sup>10</sup>.

Pour lutter contre l'artificialisation des sols, la loi climat et résilience du 22 août 2021, dont les dispositions ont été modifiées et complétées par la loi du 13 juillet 2023, fixe un objectif de « zéro artificialisation nette » (Zan) à atteindre en 2050. Cet engagement dessine une trajectoire de réduction de l'artificialisation progressive. En effet, les territoires concernés devront tout d'abord réduire de 50 % le rythme de consommation des Enaf d'ici 2031 par rapport à la consommation mesurée entre 2011 et 2021. La dernière modification du Srdet de Normandie, approuvée par un arrêté préfectoral du 28 mai 2024, a décliné cet objectif à l'échelle de chaque territoire intercommunal et l'a fixé, pour ce qui concerne le territoire couvert par le SCoT de Caen-Métropole, à -45,8 %.

Le pôle métropolitain a par conséquent réajusté les enveloppes maximales de consommation d'espace pour les périodes 2021-2030 et 2031-2040. Selon ses calculs, la consommation passée a été de 1 431,2 ha sur la décennie 2011-2020, période qui sert de référence. En tenant compte de l'objectif de -45,8 % ainsi que des -15 % au titre des enveloppes mutualisées, la consommation d'espace maximale pour la période 2021-2030 est fixée à 659 ha (p. 26 du RP). Pour la période suivante (2031-2040), le pôle métropolitain a fait le choix de s'appuyer sur la consommation 2011-2020 à laquelle elle applique une réduction de 75 % ; ainsi la consommation d'espace fixée pour la période 2031-2040 est de 358 ha (p. 27 du RP). L'autorité environnementale observe qu'une autre méthode, utilisée par d'autres intercommunalités, consiste à appliquer à nouveau une baisse de 50 % sur la période immédiatement précédente (2021-2030) ; avec cette méthode, le SCoT aurait pu ainsi afficher une baisse de consommation plus ambitieuse avec 329,5 ha (soit 659 divisé par 2).

Le SCoT de Caen-Métropole décline ensuite plus précisément l'objectif de réduction de consommation d'espace à l'échelle des différentes intercommunalités de son territoire. Le DOO est ainsi réajusté concernant les enveloppes maximales pour l'habitat, le développement économique et les équipements/infrastructures (p. 39 du RP et p. 36 du DOO). A l'échelle du SCoT, la réduction de

8 <https://essd.copernicus.org/articles/15/5301/2023/essd-15-5301-2023.pdf>

9 [https://doc.cerema.fr/Default/doc/SYRACUSE/593630/sols-et-adaptation-au-changement-climatique-de-la-comprehension-des-mecanisme-aux-pistes-d-actions-e?\\_lg=fr-FR](https://doc.cerema.fr/Default/doc/SYRACUSE/593630/sols-et-adaptation-au-changement-climatique-de-la-comprehension-des-mecanisme-aux-pistes-d-actions-e?_lg=fr-FR)

10 [https://www.normandie-artificialisation.fr/IMG/pdf/20231006\\_fiche4\\_lutte-artificialisation.pdf](https://www.normandie-artificialisation.fr/IMG/pdf/20231006_fiche4_lutte-artificialisation.pdf)

consommation d'espace s'opère surtout sur l'habitat, dont l'enveloppe passe de 1 400 à 619 ha pour l'ensemble de la période 2021-2040 (p. 30 du RP). A l'inverse, l'enveloppe pour les activités économiques est augmentée de 20 ha sur la période 2021-2030, ce choix étant argumenté (p. 31 du RP).

Ainsi, globalement, la présente modification simplifiée du SCoT, dont le seul objet est d'intégrer le Sradet pour mieux réduire la consommation d'Enaf, a une incidence positive sur l'environnement. Elle n'appelle pas de recommandations particulières de la part de l'autorité environnementale.

Le Préfet

Caen, le 4 juillet 2025

Monsieur le Président,

Par délibération en date du 25 avril 2025, le comité syndical a arrêté le projet de modification simplifiée du Schéma de Cohérence territoriale (SCoT). Cette décision accompagnée du dossier, a été reçue en préfecture le 5 mai 2025.

Cette modification simplifiée a pour unique objet l'intégration des objectifs de diminution de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestier (NAF) prévue par le SRADDET Normand. Cette procédure dérogatoire vaut révision et est permise par l'article 194 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 « Climat et Résilience ».

Le SRADDET Normand co-approuvé le 28 mai 2024, fixe au périmètre du SCoT Caen Normandie Métropole un objectif de diminution de 45,8 % de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers auquel s'ajoutent – 15 % de réserve régionale, soit 53,9 %<sup>1</sup> de réduction au total sur la période 2021-2030 par rapport à la période de référence 2011-2020.

Le SCoT Caen Normandie Métropole a choisi d'utiliser l'outil Cartographie de la consommation foncière (CCF) pour définir son enveloppe foncière de référence, comme le SRADDET de Normandie.

Le document arrêté appelle de ma part les remarques suivantes :

- Définition de l'enveloppe de référence 2011-2020

La consommation d'espaces NAF sur la période 2011-2020 définie par CCF, est de 1 068 Ha sur l'ensemble du périmètre du SCoT Caen Normandie Métropole.

À ce chiffre, Caen Normandie Métropole fait le choix d'ajouter 363,2 Ha correspondant aux ZAC dont les travaux ont démarré sur la période de référence, quel que soit leur état d'avancement, conformément à la possibilité offerte par la circulaire NOR : TREL2402347C du 31 janvier 2024 relative à la mise en œuvre de la réforme vers le « zéro artificialisation nette des sols ».

Ainsi, la consommation totale sur la période 2011-2020 s'élève à 1 431,2 Ha.

- Modalités de prise en compte des ZAC

La prise en compte des lignes directrices de la circulaire du 31 janvier 2024 dans l'analyse du document arrêté conduit à formuler les observations suivantes :

- un nombre important de ZAC (14 ZAC soit 363,2 Ha) a été pris en compte sur la période 2011-2020. Au 1<sup>er</sup> janvier 2021, selon les chiffres avancés par le SCoT, seulement 10 % de la superficie des ZAC considérées était effectivement consommée, et 90 % restait à réaliser. Il s'agit d'un point de vigilance pour l'estimation des besoins en surface à bâtir sur la période en cours 2020-2030 ;

- la période de référence choisie pour l'ensemble du document est la période recommandée par le fascicule 1 du guide ZAN, à savoir du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 1<sup>er</sup> janvier 2021, sauf pour la comptabilisation des ZAC.

<sup>1</sup> Le taux de 45,80 % est appliqué à la consommation d'ENAF de la période 2011-2020. Au résultat obtenu, une réduction de 15 % de réserve régionale est appliquée. Le résultat obtenu donne l'enveloppe de consommation pour la période 2021-2030, qui présente un taux de réduction de – 53,9 % par rapport à la période de référence.



Caen Normandie Métropole a choisi de prendre la date du 22 août 2021 qui est la date de promulgation de la loi Climat et Résilience, comme date butoir de démarrage des travaux pour la comptabilisation des ZAC, et non la date du 1<sup>er</sup> janvier 2021 comme dans le reste du document.

Ce décalage de période de référence a pour effet d'intégrer la ZAC de Douvres (Fossette 2 - 19,70 ha) dans la comptabilisation des ZAC consommées au titre de la période de référence, alors que les travaux dans cette ZAC ont commencé après le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

- cette méthodologie de comptabilisation des ZAC est différente de celle qui a été utilisée pour définir l'état initial du SCoT en vigueur (les ZAC démarrées n'étaient comptabilisées qu'au prorata de leur avancement effectif sur le terrain et non en intégralité). Ce qui ne permet donc pas de comparer la prise en compte des ZAC entre le SCoT en vigueur et le projet proposé.

Sur la base de ces éléments, Caen Normandie Métropole devra justifier la période de référence choisie pour l'ensemble des ZAC, et les mettre en cohérence.

- Compatibilité par rapport au SRADDET en vigueur

En appliquant l'objectif de réduction de 53,9 % (fixé par le SRADDET) par rapport à la consommation de la période de référence (1 431,2 ha consommés entre 2011 et 2020), l'enveloppe maximale sur la période 2021-2030 sur le territoire du SCoT est de 660 Ha.

La méthodologie utilisée est expliquée et justifiée dans le document arrêté.

L'enveloppe foncière de 660 Ha est répartie sur les 5 EPCI que compte Caen Normandie Métropole, dans des enveloppes « habitat » et « activité économique ».

Le SCoT conserve une enveloppe « équipements et infrastructures » de 40 Ha maximum sur la période 2021-2030 et de 20 Ha maximum sur la période 2031-2040.

L'effort de baisse de consommation d'ENAF par EPCI et par catégorie de consommation est différencié. Cette différenciation est possible dans le cas d'une modification simplifiée, conformément aux articles L.411-3 et L.411-8 du code de l'urbanisme.

De plus, pour viser l'objectif de zéro artificialisation nette prévue par la loi climat et résilience à 2050, le document arrêté propose une diminution de 75 % de la consommation sur la période 2031-2040, par rapport à la période de référence 2011-2020. L'utilisation de ce taux de diminution donne une enveloppe foncière de 358 Ha sur la période 2031-2040.

Même si aucune modalité n'est définie par la loi pour atteindre le zéro artificialisation nette en 2050, le projet de SCoT de Caen Normandie Métropole porte une vision sur du long terme en prévoyant d'ores et déjà une diminution tendancielle de la consommation d'ENAF d'ici 2040 puis 2050.

L'application du taux par le SCoT semble compatible avec le SRADDET.

- Modalités de concertation avant arrêt du projet

Dans le cas d'une modification simplifiée d'un SCoT, la consultation des PPA en amont de l'arrêt du projet est facultative. Le SCoT CNM a fait le choix de conduire une concertation en organisant trois réunions « PPA multilatérales » en mars 2025 :



- une réunion avec les chambres consulaires et le comité régional de conchyliculture ;
- une réunion avec les porteurs de SCoT voisins, le conseil départemental, le conseil régional, les intercommunalités du territoire, SNCF réseau et ATOUMOD ;
- une réunion avec les associations locales d'usagers et les associations de protection de l'environnement.

Les services de l'État ayant été associés en parallèle à des réunions d'échange fin 2024<sup>2</sup>, les enjeux de calcul de la période de référence dans l'objectif de réduction de la consommation d'espaces NAF n'ont pas pu être partagés complètement avant l'arrêt.

<sup>2</sup> Les comptes-rendus sont annexés aux documents transmis par le SCoT

En conclusion, la révision de l'intégration de la ZAC de Douvres la Délivrande (Fossette 2) dans le calcul de la période de référence 2011-2020 permettrait de garantir la cohérence du document. Au vu de ces éléments, j'émet un avis favorable sur la modification simplifiée du ScoT Caen Métropole arrêté le 25 avril 2025.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée. *et très cordialement,*

 Stéphane BREDIN 

# CDPENAF du 03 juillet 2025

Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers

## Modification simplifiée n° 1 du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Caen-Métropole – avis sur l'opportunité du projet arrêté au regard de l'objectif de préservation des espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (NAF) (articles L.143-20 et L.143-30 du code de l'Urbanisme)

Considérant que :

- le SCoT prévoit pour la période 2021-2030 une diminution de la surface consommée moyenne d'environ -53,9 % par rapport à celle constatée durant la période 2011-2020 (660 ha soit 66 ha/an sur 10 ans, contre 1 431,20 ha/an soit 143,12 ha/an pour le précédent SCoT),
- le SCoT prévoit pour la période 2031-2040 une diminution de la surface consommée moyenne d'environ -75 % par rapport à celle constatée durant la période 2021-2030 (358 ha soit 35,8 ha/an sur 10 ans),
- la période de référence des calculs prise en compte pour la comptabilisation des zones d'aménagement concertée (ZAC), et notamment pour la ZAC de Douvres, diffère de celle choisie pour les autres calculs de surface consommée du document (de août 2011 à août 2021 pour les ZAC et de janvier 2011 à janvier 2021 pour les autres calculs) ;

la CDPENAF émet un **avis favorable** sur le projet arrêté du SCoT Caen-Métropole sous réserve d'une mise en cohérence de la même date de référence pour l'ensemble du document.

Pour le président de la CDPENAF,

La directrice départementale adjointe  
des territoires et de la mer

  
Héloïse DEFFOBIS

Cathy DUFOUR  
La Déléguée Territoriale

Dossier suivi par : Emilie LEVEAU  
Mail : [e.leveau@inao.gouv.fr](mailto:e.leveau@inao.gouv.fr)  
Tél 02 40 35 82 32

V/Réf :  
N/Réf : EL/CB  
Objet : **SCOT – Caen Normandie Métropole (14)**  
**Modification simplifiée**

La Directrice de l'INAO  
à  
Monsieur le Président  
CAEN NORMANDIE METROPOLE  
16 rue Rosa Parks  
CS 52700  
14027 CAEN Cedex 9

Nantes, le 16 juillet 2025

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 29 avril dernier, vous avez fait parvenir à l'INAO, pour avis, le projet de modification simplifiée du SCOT DE CAEN NORMANDIE METROPOLE, arrêté par délibération du Comité Syndical en date du 25 avril 2025.

Sur l'ensemble des communes des 6 EPCI du territoire composant le SCOT, grand nombre d'entre-elles sont situées dans des aires géographiques d'Appellation d'Origine Contrôlée (AOC) ou Appellation d'Origine Protégée (AOP).

L'ensemble des communes appartient également aux aires de production des Indications Géographiques Protégées (IGP) « Cidre de Normandie », « Porc de Normandie » et « Volailles de Normandie ».

Une étude attentive du dossier amène l'INAO à faire les observations qui suivent :

48 opérateurs sont identifiés en production pour un signe sous AOP/AOC et plus de 300 pour un signe sous IG/IGP.

Cependant, la modification simplifiée dont il est question ici consiste à mettre le SCOT en comptabilité avec le SDRADDET Normandie modifié. Elle vise donc uniquement à intégrer les objectifs relatifs à la consommation foncière et la réduction de l'artificialisation prévue dans ledit SRADDET modifié.

Cette modification ne vient donc pas impacter les zones agricoles, notamment celles concernées par des signes de qualité.

Après étude du dossier, l'INAO n'a pas d'autre remarque à formuler sur ce projet dans la mesure où celui-ci n'a pas d'incidence directe sur les AOC et IGP concernées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour la Directrice et par délégation  
La Déléguée Territoriale



Cathy DUFOUR



CAEN Normandie Métropole  
**Monsieur le Président Emmanuel RENARD**  
16 rue Rosa Parks  
CS 52700  
14027 CAEN Cedex 9

Gouville sur mer, le 18 Février 2025

Ref : 25.02.18 SC

Monsieur le Président,

Nous faisons suite à votre courrier du 11 Février 2025 et nous avons le plaisir de vous informer que le Comité Régional Conchylicole Normandie · Hauts – de – France n’a pas de remarque à formuler concernant la modification simplifiée du SCoT Caen-Métropole.

Nous vous prions également de bien vouloir excuser le CRC NHDF car nous ne pourrons pas assister à la réunion qui aura lieu le Lundi 24 mars 2025.

Comptant sur votre compréhension,

Nous vous prions d’agréer, Monsieur Le Président, l’expression de nos meilleures salutations.

**Manuel SAVARY,**

Directeur du CRC Normandie · Hauts - de - France

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ LE VINGT QUATRE JUIN A 18H30

DATE DE CONVOCATION :  
**18 06 2025**

DATE D'AFFICHAGE :  
**18 06 2025**

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE **31**  
PRESENTS **18**  
VOTANTS **28**

**SCHEMA DE COHERENCE  
TERRITORIALE  
CAEN METROPOLE  
AVIS SUR LA  
MODIFICATION  
SIMPLIFIEE N°1**

### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Légalement convoqué, s'est réuni dans la salle de la mer, place du 6 juin à Bernières-sur-Mer, en séance publique sous la présidence de M. Thierry LEFORT.

#### Etaient présents :

Mmes PHILIPPEAUX Anne-Marie, PITEL Emmanuelle, DUNY Muriel, ROUSSEAU Isabelle, JOUY Cassandre, CRENEL Claudie, MARIE Anne-Marie, MACKOWIAK Elise.

MM. LEFORT Thierry, DELAHAYE Nicolas, GAUQUELIN Yves, DUPONT-FEDERICI Thomas, SAGET Thierry, LERMINE Patrick, PAILLETTE Jean-Pierre, TRACOL Raphaël, BOSSARD Claude, DOLLEY Arnaud (suppléant).

Formant la majorité des membres en exercice.

#### Absents excusés et représentés :

Mmes CARPENTIER Mireille (Pouvoir à DUPONT-FEDERICI Thomas), TANNE Michèle (pouvoir à SAGET Thierry), REIJASSE Delphine (pouvoir à ROUSSEAU Isabelle), DEULEY Fabienne (pouvoir à PAILLETTE Jean-Pierre), FRUGERE Carole (pouvoir à BOSSARD Claude).

MM. GUILLOUARD Jean-Luc (pouvoir à LERMINE Patrick), LENEZ Alain (pouvoir à PHILIPPEAUX Anne-Marie), DUBOIS Patrick (pouvoir à DUNY Muriel), GUINGOUAIN Jean-Luc (pouvoir à JOUY Cassandre), CHANU Philippe (pouvoir à LEFORT Thierry).

#### Absents non représentés :

MM. LEPORTIER Denis, IGUAL Jérôme, BERTY Alexandre.

#### Invité : DELALANDE Hubert.

Mme MACKOWIAK Elise a été élue secrétaire.

\* ----- \*

Monsieur le Président rappelle que la loi dite Climat et résilience du 22 août 2021 a établi, dans son article 194, un objectif national de zéro artificialisation nette (ZAN) d'ici 2050 et un objectif transitoire de réduction de moitié de la consommation foncière d'ici 2030. Ces objectifs doivent être traduits et territorialisés dans les documents de planification (SRADDET, SCOT et PLU(i)).

Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Normandie a été modifié pour intégrer ces objectifs. Sa modification a été approuvée le 28 mai 2024 par le préfet de région, elle est exécutoire depuis le 4 juin 2024.

Il appartient au SCoT Caen-Métropole, dont la révision a été approuvée le 18 octobre 2019, de traduire la trajectoire ZAN, en compatibilité avec le SRADDET, et pour accompagner les PLUi actuellement en élaboration sur le territoire.

Ces évolutions du SCoT doivent être réalisées dans un temps court, avant février 2027. La loi Climat et Résilience permet justement de recourir à la procédure dite de modification simplifiée, pour prendre en compte les objectifs fixés par le SRADDET, de nature à permettre au Pôle métropolitain de respecter cette échéance. A cette fin, la modification simplifiée du SCoT a été prescrite le 15 octobre 2024.

Le SRADDET normand modifié fixe, pour le territoire du SCoT Caen-Métropole, une réduction de la consommation d'Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (ENAF) par rapport aux années 2011-2020 (période de référence) de -45,8 %, de laquelle il faut déduire la contribution à l'enveloppe foncière réservée aux projets d'envergure (-15 % de la consommation foncière permise sur 2021-2030).

La circulaire ministérielle du 31 janvier 2024 et les fascicules du guide de mise en œuvre de la réforme ZAN portent une doctrine sur la comptabilisation dérogatoire des ZAC commencées avant le 22 août 2021. Après définition de quatre critères cumulatifs, le Pôle métropolitain a retenu 14 ZAC pour la comptabilisation dérogatoire : 10 sur Caen la mer, 3 sur Cœur de Nacre et 1 sur Cingal-Suisse Normande.

Sur Cœur de Nacre, ces ZAC sont :

- ZAC La Fossette 2 (Douvres-la-Délivrande),
- ZAC des Hauts Prés (Douvres-la-Délivrande),
- ZAC Saint-Ursin (Courseulles-sur-Mer).

Selon la base de données de référence régionale « Cartographie de la consommation foncière » (CCF), la consommation foncière observée sur le SCoT Caen-Métropole pendant la période 2011-2020 est de 1 068 hectares. A ces 1 068 hectares s'ajoutent 363,2 hectares couverts par les 14 ZAC retenues dans le cadre de la circulaire du 31 janvier 2024.

Après application du taux de réduction globale (-45,8 % et - 15 %, soit une réduction totale de - 53,93 %) incluant la contribution mutualisée aux projets d'envergure, l'enveloppe foncière autorisée pour Caen Normandie Métropole sur la période 2021-2030 est de 659 hectares.

Pour la deuxième période, 2031-2040, suivant l'objectif 4 bis du SRADDET, le Pôle métropolitain fixe lui-même ses objectifs de diminution pour maintenir la trajectoire vers le ZAN. Le Pôle métropolitain a alors retenu le taux de -75%, toujours par rapport à la période de référence 2011-2020. Enfin, pour la dernière période avant le ZAN, 2041-2050, le Pôle métropolitain ne peut pas fixer d'objectifs dans la procédure de modification simplifiée, car le périmètre temporel du SCoT Caen-Métropole approuvé en 2019 porte sur 2020-2040.

Le Pôle métropolitain, dans un souci de sécurisation juridique de la procédure, ne traite donc pas de cette dernière période.

Synthèse des évolutions :



Dans la déclinaison territoriale entre les 5 EPCI, le Pôle métropolitain a appliqué l'équation de répartition du SCoT de 2019 et a également effectué une péréquation de la communauté urbaine Caen la mer vers les EPCI peu ou pas couverts par les ZAC. La péréquation traduit la recherche de solidarité territoriale et de renforcement du polycentrisme maillé à l'échelle du SCoT. Cœur de Nacre n'est pas concernée, étant couverte par 3 ZAC. De plus, l'enveloppe de développement économique a été globalement préservée, à la demande des EPCI. C'est donc l'enveloppe de développement de l'habitat qui a largement diminué.

Pour Cœur de Nacre, la modification simplifiée amène les évolutions suivantes pour les enveloppes de consommation maximale :

- Habitat (hors ZAC des Hauts Prés et Saint-Ursin) :

	EPCI	2021-2030	2031-2040
<b>SCoT de 2019</b>	CdC Cœur de Nacre	67 ha maximum	67 ha maximum
<b>SCoT suite à modification simplifiée</b>	CdC Cœur de Nacre	44 ha maximum	24 ha maximum

- Economie (hors ZAC La Fossette 2) :

	EPCI	2021-2030	2031-2040
<b>SCoT de 2019</b>	CdC Cœur de Nacre	10 ha maximum	10 ha maximum
<b>SCoT suite à modification simplifiée</b>	CdC Cœur de Nacre	15 ha maximum	8 ha maximum

- Enfin, concernant les équipements publics, l'enveloppe est mutualisée à l'échelle du SCoT et diminuée de moitié sur 2031-2040.

Concernant les autres règles impactant directement ou indirectement la consommation foncière, le SCoT de 2019 fixe des densités nettes minimales (en logements à l'hectare) et des taux minimums de construction de logements en tissu urbain existant. Ces deux taux sont donc des minimums que les documents d'urbanisme locaux (PLUi) vont devoir dépasser pour respecter les enveloppes foncières.

Ces taux ne peuvent pas évoluer dans le cadre de la procédure de modification simplifiée, n'étant pas une déclinaison directe du SRADDET au titre de la loi Climat et Résilience. Avoir fixé des taux « minimums » permet de garantir une parfaite compatibilité entre le SCoT modifié et les futurs PLUi et permet également de garantir la cohérence entre les différents objectifs du SCoT.

VU la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets, dite « Climat et Résilience » ;

VU la loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux ;

VU l'article L. 143-33 du Code de l'urbanisme, prévoyant qu'avant la mise à disposition du public, le président de l'établissement public notifie le projet de modification à l'autorité administrative compétente de l'Etat et aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-8 du même code ;

VU le courrier de Monsieur le Président du Pôle métropolitain Caen Normandie Métropole sollicitant l'avis de la communauté de communes sur le projet de modification simplifiée du SCoT Caen-Métropole ;

VU le dossier de modification simplifiée du SCoT Caen-Métropole ;

CONSIDERANT que le projet de modification simplifiée a été rédigé en partenariat avec les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) concernés (information et ateliers réalisés depuis 2021 par le Pôle métropolitain sur le sujet du ZAN, concertation continue depuis la prescription de la procédure, nombreuses réunions avec les EPCI, réunion des personnes publiques associées...) ;

Il est proposé d'émettre un avis favorable au projet de modification simplifiée du SCoT Caen-Métropole.

**Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,**

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**

**EMET** un avis favorable au projet de modification simplifiée n°1 du Schéma de Cohérence Territoriale de Caen Métropole.

**AUTORISE** le Président à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Président, Thierry LEFORT





Extrait du registre des délibérations

Le jeudi 26 juin 2025, à 18h40,

Le conseil communautaire de Caen la mer, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, en l'Hémicycle de la communauté urbaine, sous la présidence de Nicolas JOYAU, Président.

Date de convocation : 19/06/25

Nombre de membres en exercice :	112
Nombre de membres présents :	75
Nombre de votants :	105

**PRÉSENTS :**

*En tant que titulaires :* Monsieur Christian LE BAS, Madame Florence BOUCHARD, Monsieur Marc LECERF, Madame Nadine LEFÈVRE-PROKOP, Monsieur Thierry RENOUF, Monsieur Martial BORDAIS, Monsieur Jérôme LANGLOIS, Monsieur Benoît LERÉVÉREND, Monsieur Vincent LOUVET, Monsieur Jean-Paul GAUCHARD, Monsieur Bertin GEORGE, Madame Ghislaine RIBALTA, Monsieur Sébastien FRANÇOIS, Monsieur Patrick LESELLIER, Monsieur Jacques LANDEMAINE, Monsieur Patrick LECAPLAIN, Madame Annie ANNE, Madame Alexandra BELDJOU DI, Monsieur Bruno COUTANCEAU, Monsieur Aurélien GUIDI, Madame Béatrice GUIGUES, Madame Lynda LAHALLE, Madame Agnès MARRETEUX, Madame Jacqueline MARTIN, Monsieur Gabin MAUGARD, Monsieur Emmanuel RENARD, Monsieur Olivier SIMAR, Madame Clémentine LE MARREC, Monsieur Christian CHAUVOIS, Monsieur Lionel MARIE, Monsieur Thierry SAINT, Madame Magali HUE, Monsieur Pierre SCHMIT, Monsieur Marc POTTIER, Monsieur Ludwig WILLAUME, Monsieur Pascal SÉRARD, Monsieur Patrick LEDOUX, Madame Isabelle MULLER DE SCHONGOR, Monsieur Stéphane LE HELLEY, Monsieur Yves RÉGNIER, Madame Sophie SIMONNET, Monsieur Michel LE LAN, Madame Emilie ROCHEFORT, Monsieur Rudy L'ORPHELIN, Monsieur Gilles DÉTERVILLE, Madame Baya MOUNKAR, Madame Amandine FRANÇOIS-GOGUILLON, Monsieur Xavier LE COUTOUR, Monsieur Jean-Marie GUILLEMIN, Monsieur Laurent MATA, Madame Nathalie BOURHIS, Monsieur Pascal PIMONT, Monsieur Dominique DUVAL, Madame Véronique DEBELLE, Madame Virginie CRONIER, Monsieur Michel BOURGUIGNON, Monsieur Richard MAURY, Monsieur Michel LAFONT, Monsieur Fabrice DEROO, Monsieur Mickaël MARIE, Monsieur Cédric CASSIGNEUL, Monsieur Nicolas JOYAU, Monsieur Serge RICCI, Monsieur Marc MILLET, Monsieur Dominique GOUTTE, Monsieur Aristide OLIVIER, Monsieur Alain DESMEULLES, Monsieur Damien DE WINTER, Madame Virginie AVICE, Monsieur Michel PATARD-LEGENDRE, Madame Hélène BURGAT, Monsieur Christian DELBRUEL, Monsieur Joël BRUNEAU, Madame Françoise DUPARC, Madame Maryline LELEGARD-ESCOLIVET.

**EXCUSÉ(S) AYANT DONNÉ POUVOIR :** Monsieur Rodolphe THOMAS à Monsieur Michel PATARD-LEGENDRE, Madame Sonia DE LA PROVOTE à Monsieur Aristide OLIVIER, Monsieur Romain BAIL à Madame Isabelle MULLER DE SCHONGOR, Monsieur Franck GUEGUENIAT à Monsieur Marc LECERF, Monsieur Frédéric LOINARD à Madame Béatrice GUIGUES, Monsieur Raymond PICARD à Monsieur Christian CHAUVOIS, Monsieur Rudy NIEWIADOMSKI à Monsieur Emmanuel RENARD, Madame Pascale BOURSIN à Monsieur Jean-Marie GUILLEMIN, Madame Brigitte BARILLON à Madame Amandine FRANÇOIS-GOGUILLON, Monsieur Philippe JOUIN à Monsieur Patrick LECAPLAIN, Madame Béatrice TURBATTE à Monsieur Thierry RENOUF, Madame Nelly LAVILLE à Monsieur Michel LAFONT, Madame Ginette BERNIERE à Madame Nathalie BOURHIS, Monsieur Raphaël CHAUVOIS à Monsieur Mickaël MARIE, Monsieur Didier BOULEY à Monsieur Benoît LERÉVÉREND, Madame Nathalie DONATIN à Monsieur Ludwig WILLAUME, Monsieur Nicolas ESCACH à Monsieur Dominique GOUTTE, Madame Béatrice HOVNANIAN à Monsieur Xavier LE

Conseil communautaire - séance du jeudi 26 juin 2025

COUTOUR, Monsieur François JOLY à Madame Alexandra BELDJOUDI, Monsieur Théophile KANZA MIA DIYEKA à Monsieur Bruno COUTANCEAU, Madame Céline PAIN à Monsieur Rudy L'ORPHELIN, Monsieur Dominique ROUZIC à Monsieur Fabrice DEROO, Madame Catherine AUBERT à Monsieur Cédric CASSIGNEUL, Madame Agnès DOLHEM à Madame Baya MOUNKAR, Monsieur Erwann BERNET à Monsieur Jérôme LANGLOIS, Madame Sylvie MOUTIERS à Madame Ghislaine RIBALTA, Monsieur Philippe MARS à Monsieur Pierre SCHMIT, Madame Cécile COTTENCEAU à Monsieur Gabin MAUGARD, Monsieur André HENRY à Monsieur Nicolas JOYAU, Madame Camille VERNET à Madame Emilie ROCHEFORT.

**EXCUSÉ(S) :** Madame Élisabeth HOLLER, Madame Maria LEBAS, Madame Sara ROUZIÈRE, Monsieur Jean-Marc PHILIPPE, Monsieur Gérard HURELLE, Monsieur Morgan TAILLEBOSQ, Monsieur Mahama COMPAORÉ.

Le conseil nomme Monsieur Michel LAFONT secrétaire de séance.

**N° C-2025-06-26/20 - AMÉNAGEMENT ET URBANISME RÉGLEMENTAIRE - SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) - AVIS SUR LE PROJET DE MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1 DU SCOT DE CAEN-MÉTROPOLE**

Contexte :

La loi Climat et résilience de 2021 a posé des objectifs de sobriété foncière et d'atteinte du Zéro artificialisation nette (ZAN). Le SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires) de Normandie a été modifié en Juin 2024 pour les intégrer.

Le SCoT Caen-Métropole traduit aujourd'hui la trajectoire ZAN à son échelle, en compatibilité avec le SRADDET, par une procédure de modification simplifiée prévue à l'article 194 de la loi Climat et Résilience. Le Comité syndical du Pôle Métropolitain Caen Normandie Métropole a arrêté le dossier de modification simplifiée par délibération le 25 avril 2025. En application de l'article L. 143-33 du Code de l'urbanisme, la modification simplifiée a été notifiée le 29 avril 2025 à la communauté urbaine Caen la mer et le dossier porté à connaissance pour consultation. Son avis devra être rendu sous 3 mois, soit avant le 29 juillet 2025.

Pour rappel, la loi Climat et Résilience prévoit dans un premier temps, une réduction de la consommation d'espace naturel agricole et forestier, d'au moins de moitié entre 2021 et 2031, par rapport à la consommation observée entre 2011 et 2020.

Cette même loi dispose que les Régions fixent, dans leur SRADDET, une trajectoire permettant d'aboutir à l'absence d'artificialisation nette des sols, avec une réduction du rythme d'artificialisation par tranches de 10 années.

De plus, la loi Climat et Résilience, modifiée par celle du 10 Juillet 2023, prévoit que les SCoT mis en compatibilité avec les SRADDET, entrent en vigueur au plus tard en février 2027, sans quoi l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser (AU) et des zones naturelles (N), agricoles ou forestières (A), est suspendue jusqu'à l'entrée en vigueur du SCoT ainsi modifié.

Pour notre territoire, la procédure de modification simplifiée du SCoT intègre et décline dans un rapport de compatibilité les objectifs du SRADDET. Le futur PLUi-HM de Caen la mer devra à son tour décliner les objectifs du SCoT. Ainsi, le présent projet de modification simplifiée du SCoT guide la trajectoire ZAN du PLUi-HM, dont les objectifs de réduction de la consommation d'espace, le projet de zonage réglementaire et les ambitions de renouvellement urbain sont définis en compatibilité avec ceux du SCoT de Caen-Métropole.

La procédure de modification simplifiée du SCoT a été lancée en Octobre 2024 et a fait l'objet d'une concertation publique depuis cette date. Trois réunions réunissant les personnes publiques associées ont également eu lieu, auxquelles a participé la communauté urbaine (procédure détaillée en p14 du Rapport de présentation). Caen la mer a ainsi été étroitement associée à cette procédure, notamment à la prise en compte des ZAC et à la fixation des enveloppes maximales de consommation d'espace.



Modifications apportées aux pièces du SCoT Caen-Métropole :

Le dossier du SCoT fait l'objet de modifications directement liées à la mise en compatibilité avec le SRADDET modifié, ainsi que de mises à jour mineures.

*Le rapport de présentation de la Modification est annexé à la présente délibération et l'ensemble des pièces du dossier est consultable sur le site du Pôle Métropolitain : <https://polesmetropolitains.fr/caen-metropole/schema-de-coherence-territoriale-et-amenagement/modification-simplifiee-n1-du-scot-loi-climat-et-resilience/>.*

Rapport de présentation :

- Actualisation de l'évaluation environnementale et de l'état initial de l'environnement

Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) :

- Mise à jour de données avec les derniers chiffres INSEE et les conséquences des créations de communes nouvelles depuis 2020
- Complétude et mise à jour du chapitre relatif à la limitation de la consommation d'espace

Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) – pièce opposable au PLUi :

- Mise à jour de cartes pour prendre en compte le changement d'intercommunalité de St Sylvain (*hors Caen la mer*)
- Mise à jour du nom de la commune nouvelle de Thury-Harcourt-le-Hom ; suppression de la référence à l'ancienne commune nouvelle de Saline (redevvenues Sannerville et Troarn et faisant partie de Caen la mer).
- Complétude et mise à jour du chapitre relatif à la limitation de la consommation d'espace (p33)
- Instauration des nouvelles prescriptions relatives aux enveloppes maximales de consommation d'espace sur 2021-2030 et 2031-2040, par secteurs géographiques : cœur de la modification simplifiée (pp 36-38)

Objectifs de réduction de la consommation d'espace définis dans le SCoT :

Pour la décennie 2021-2030, Le SRADDET a défini des taux territorialisés de réduction de la consommation d'espace pour chaque territoire normand. Une déduction de 15 % est ensuite appliquée aux enveloppes de consommation de chaque périmètre pour constituer une enveloppe foncière mutualisée à l'échelle régionale, notamment pour garantir la réalisation des projets d'envergure régionale et des projets d'envergure nationale ou européenne.

Pour le SCoT Caen-Métropole, le taux de réduction issu du SRADDET est ainsi fixé à – 53,9 % sur la période 2021-2030, par rapport à la période de référence 2011-2020.

Le SRADDET de Normandie prescrit ainsi, dans sa règle 21, le calcul suivant à opérer sur le SCoT Caen-Métropole :

Consommation 2011-2020 selon l'outil Cartographie de la consommation foncière (CCF) = 1431,2 hectares sur le SCoT Caen-Métropole  
- 45,8 % de consommation selon le SRADDET  
- 15 % en sus au titre des enveloppes mutualisées  
(prise en compte du repli stratégique littoral et projets d'envergure régionale et nationale)  
= enveloppe maximale de consommation d'espaces sur 2021-2030  
Soit une enveloppe maximale 2021-2030 sur le SCoT Caen-Métropole de 660 ha

Le SCoT révisé en octobre 2019 prévoit une consommation foncière globale maximale de 94 ha par an, soit 940 ha sur 10 ans, calculée avec les données issues de la base CCF. La présente procédure de modification simplifiée fait donc évoluer ce chiffre sur les différents secteurs géographiques, pour le mettre en compatibilité avec l'enveloppe du SRADDET.

Pour la décennie 2031-2040, le calcul a été laissé à la libre appréciation des territoires par le SRADDET modifié.



Dans l'esprit de la loi, pour la deuxième décennie, le territoire a donc choisi d'effectuer une division par deux supplémentaire, à partir du taux de -50 % prévu par la loi « Climat et Résilience » à l'échelle régionale sur la première décennie. Une division par deux supplémentaire nous amène à un taux de -75 %. C'est ce taux qui est retenu comme objectif de diminution de l'artificialisation :

Consommation 2011-2020 selon l'outil Cartographie de la consommation foncière (CCF)

- 75 %

= enveloppe maximale d'artificialisation sur 2031-2040

Ce qui revient à calculer ainsi : 1 431,2 ha

- 75 %

Soit une enveloppe maximale 2031-2040 sur le SCoT Caen-Métropole de 358 ha

Enfin, pour la période 2041-2050, le Pôle métropolitain ne peut pas fixer d'objectifs dans la présente procédure de modification simplifiée, car le périmètre temporel du SCoT Caen-Métropole porte sur 2020 à 2040.

#### Prise en compte des zac en cours d'urbanisation :

La circulaire ministérielle du 31 janvier 2024 et les fascicules du guide de mise en œuvre de la réforme ZAN portent une doctrine sur la comptabilisation dérogatoire des ZAC (Zones d'Aménagement Concerté) dans les enveloppes de consommation d'espace.

La circulaire ministérielle du 31 janvier 2024, signée par M. BECHU porte en page 5 :

*« Il a donc été convenu, et repris dans le guide synthétique et les fascicules que leur comptabilisation devait suivre les principes suivants :*

- - Pour une opération d'aménagement prévue en tout ou partie sur des ENAF, l'élément déclencheur de la comptabilisation de la consommation d'espaces n'est pas l'acte administratif de création ou de réalisation d'une ZAC, mais le démarrage effectif des travaux ;*
- - Compte tenu de leur ampleur, dans certaines ZAC les travaux sont réalisés en plusieurs phases. Il est alors possible, au choix du maire ou président d'intercommunalité compétent, soit de comptabiliser la consommation d'espaces de manière progressive, soit de comptabiliser la ZAC en totalité au démarrage effectif des travaux ;*
- - Cette approche est notamment applicable pour les ZAC dont les travaux ont débuté avant 2021, et dont la consommation peut être intégralement comptée pour la période 2011-2021. C'est une donnée essentielle pour l'acceptabilité et la souplesse de la mise en œuvre. »*

Cette dérogation s'explique par le fait que les ZAC sont des procédures urbaines complexes et lentes. Elles engagent juridiquement, financièrement et s'inscrivent dans un temps long, mais permettent des projets urbains plus qualitatifs et plus efficaces. Leur dimension dérogatoire doit ainsi conduire à les traiter différemment.

Cependant, le Pôle métropolitain a tenu à appliquer une lecture plus restrictive de cette possibilité de dérogation ouverte par le gouvernement. En effet, sur le territoire du SCoT Caen-Métropole, 41 ZAC étaient en cours et pas encore terminées au 22 août 2021 (date de la loi Climat et Résilience) et toutes avec un dossier de création approuvé avant. Les 41 ZAC ne pouvaient cependant pas toutes être retenues, au risque d'entraver la trajectoire ZAN.

Ainsi, sur ces 41 ZAC, le Pôle métropolitain a effectué un travail plus restrictif pour ne retenir que les ZAC répondant aux quatre critères cumulatifs suivants :

1. ZAC en extension (ou très majoritairement en extension).
2. ZAC effectivement commencée entre le 22 août 2011 et le 22 août 2021 (a minima par des travaux de VRD entraînant la consommation effective et définitive de foncier).
3. ZAC dont il restait de la consommation à réaliser après le 22 août 2021 (surface libre selon CCF).
4. ZAC concédée (engagement contractuel contraignant entre la collectivité et le concessionnaire).

Conseil communautaire - séance du jeudi 26 juin 2025

Pour Caen la mer, les 10 ZAC répondant aux quatre critères cumulatifs sont les suivantes :

A vocation d'activités (p22 du Rapport de présentation) :

ZAC	Commune	Maitre d'ouvrage	Concession	Date création	Date réalisation	Date conso effective	Date estimée de clôture / fin des travaux	Surface totale ZAC (ha)
ZAC Eole 2	Castine-en-Plaine, Grentheville, Soliers*	CAEN LA MER	SHEMA	27/03/2012	20/06/2016	12/2017	partie amgt : 2028 partie bâtie : 2038	45,02
ZAC Lazzaro 3	Colombelles	CAEN LA MER	Normandie Aménagement	11/02/2010	26/09/2019	11/2019	2031	29,82
ZAC Porte de la Suisse Normande 2	Saint André sur Orne	CAEN LA MER	SHEMA	04/11/2010	12/12/2019	09/2020	2028	13,70

A vocation d'habitat (p22 du Rapport de présentation) :

ZAC	Commune	Maitre d'ouvrage	Concession	Date création	Date réalisation	Date conso effective	Date estimée de clôture / fin des travaux	Surface totale ZAC (ha)
ZAC du Fond du Pré	Bénouville	COMMUNE	SHEMA	30/05/2016	03/10/2017	06/2018	2025	3,21
ZAC Terres d'Avenir	Blainville-sur-Orne	COMMUNE	Foncim	29/02/2016	29/02/2016	02/2019	2030	32,72
ZAC L'Orée du Golf	Épron	COMMUNE	Normandie Aménagement	24/09/2012	01/07/2013	2014	2029	61,25
ZAC Les Hauts de l'Orne	Fleury-sur-Orne	CAEN LA MER	Normandie Aménagement	21/10/2011	19/12/2013	2017	2033	47,05
ZAC du Chemin de Clopée	Giberville	COMMUNE	Normandie Aménagement EDIFIDES	16/12/2013	25/09/2017	06/2018	2031	41,17
ZAC Le parc	Soliers	COMMUNE	Normandie Aménagement	07/07/2011	08/12/2016	09/2018	2031	27,47
ZAC Ecoquartier	Verson	COMMUNE	SHEMA EDIFIDES	17/05/2010	29/10/2012	2014	2031	20,20

Données relatives à la consommation d'espace dans ces ZAC et à leur prise en compte dans les enveloppes maximales au titre du SCoT (p23 du Rapport de présentation) :

ZAC	Surface totale ZAC (ha)	Surfaces consommées avant 2011 (ha, CCF)	Surfaces consommées sur 2011-2020 (ha, CCF)	Surfaces libres au 31/12/2020 (ha, CCF)	Surfaces consommées sur 2021-2022 (ha, CCF)
ZAC Eole 2	45,02	0,00	17,39	27,63	10,68
ZAC Lazzaro 3	29,82	0,70	0,00	29,12	4,52
ZAC Porte de la Suisse Normande 2	13,70	0,00	0,00	13,70	4,17
ZAC du Fond du Pré	3,21	0,00	0,00	3,21	0,55
ZAC Terres d'Avenir	32,72	0,00	5,51	27,20	5,74
ZAC L'Orée du Golf	61,25	4,39	3,35	53,51	3,37
ZAC Les Hauts de l'Orne	47,05	0,01	2,96	44,08	3,22
ZAC du Chemin de Clopée	41,17	0,02	2,41	38,73	4,03
ZAC Le parc	27,47	0,00	2,73	24,74	3,74
ZAC Ecoquartier	20,20	0,14	5,05	15,01	5,54



## REPARTITION DES ENVELOPPES DE CONSOMMATION D'ESPACE

Enveloppe HABITAT : dans la déclinaison du SRADDET sur le territoire du SCoT Caen-Métropole, les travaux de concertation et la gouvernance ont conclu que, sur la première décennie, la réduction de la consommation d'ENAF serait plus efficace et utile sur le volet « habitat », en considérant :

- Les taux effectifs de renouvellement urbain, pour l'habitat, sont actuellement plus élevés que ceux fixés par le SCoT révisé.
- Les opérations d'habitat en renouvellement urbain ou en extension accueillent des formes urbaines plus denses. Selon l'observatoire du logement normand (OLONN), la taille moyenne des parcelles en lot libre sur le SCoT était de 428 m<sup>2</sup> en 2024, contre 493 m<sup>2</sup> à l'échelle du Calvados.

Par rapport aux enveloppes Habitat du SCoT révisé, l'enveloppe Habitat 2021-2030 diminue de 45,7 % et celle de 2031-2040 diminue de 68,8 %. Elles ont été diminuées, entre EPCI, en se basant sur l'équation de répartition du SCoT de 2019 et en effectuant une péréquation de la CU Caen la mer vers les EPCI peu ou pas couverts par les ZAC (Cingal-Suisse Normande, Vallées de l'Orne et de l'Odon, Val ès Dunes).

Extrait du Rapport de présentation de la modification simplifiée du SCoT (p30) :

Synthèse des évolutions des enveloppes « habitat » :

- Echelle SCoT :

	2021-2030	2031-2040
SCoT révisé (2019)	700 ha maximum	700 ha maximum
SCoT modifié (2025)	399 ha maximum	220 ha maximum

- Echelle EPCI :

	2021-2030	2031-2040	
SCoT révisé (2019)	CU Caen la mer	450 ha maximum	450 ha maximum
	CdC Cingal-Suisse Normande	70 ha maximum	70 ha maximum
	CdC Cœur de Nacre	67 ha maximum	67 ha maximum
	CdC Vallées de l'Orne de de l'Odon	59 ha maximum	59 ha maximum
	CdC Val ès Dunes	55 ha maximum	55 ha maximum
SCoT modifié (2025)	CU Caen la mer	199 ha maximum	109 ha maximum
	CdC Cingal-Suisse Normande	54 ha maximum	30 ha maximum
	CdC Cœur de Nacre	44 ha maximum	24 ha maximum
	CdC Vallées de l'Orne de de l'Odon	51 ha maximum	28 ha maximum
	CdC Val ès Dunes	52 ha maximum	29 ha maximum

Enveloppe ECONOMIE : il a été jugé nécessaire de maintenir les enveloppes forfaitaires, pour le développement économique : elles sont préservées sur Caen la mer et légèrement augmentées sur les communautés de communes pour 2021-2030, en considérant :

- Le rôle de locomotive économique de l'agglomération caennaise à l'échelle régionale voire nationale.
- Les projets déjà réalisés ou autorisés et qui amènent de la consommation effective d'espace à partir de 2021.
- La politique de réindustrialisation à l'échelle nationale qui est soutenue par les acteurs économiques et la gouvernance du SCoT Caen-Métropole. La réindustrialisation verte se fait et se fera en partie en renouvellement urbain (densification de sites existants, requalification, etc.), mais aussi nécessairement encore en extension pendant quelques années.
- Le polycentrisme maillé soutenu par le SCoT, qui amène à faire évoluer les enveloppes foncières pour renforcer les polarités des Communautés de communes.
- Enfin, l'article 215 de la loi « Climat et Résilience » édicte l'interdiction d'implanter ou d'étendre une exploitation commerciale qui se traduirait par une artificialisation des sols (avec



cependant quelques dérogations possibles). Le SCoT Caen-Métropole reprend cette quasi-interdiction d'extension commerciale par artificialisation en réduisant puis en supprimant la part de l'enveloppe foncière destinée à l'urbanisme commercial.

Extrait du Rapport de présentation de la modification simplifiée du SCoT (p31-32) :

**Synthèse des évolutions des enveloppes « Economie » :**

- Echelle SCoT :

	2021-2030	2031-2040
<b>SCoT révisé (2019)</b>	200 ha maximum dont 12,5 ha d'urbanisme commercial	200 ha maximum dont 12,5 ha d'urbanisme commercial
<b>SCoT modifié (2025)</b>	220 ha maximum dont 10 ha d'urbanisme commercial	118 ha maximum sans artificialisation par urbanisme commercial

- Echelle EPCI :

		2021-2030	2031-2040
<b>SCoT révisé (2019)</b>	CU Caen la mer	160 ha maximum	160 ha maximum
	CdC Cingal-Suisse Normande	10 ha maximum	10 ha maximum
	CdC Cœur de Nacre	10 ha maximum	10 ha maximum
	CdC Vallées de l'Orne de de l'Odon	10 ha maximum	10 ha maximum
	CdC Val ès Dunes	10 ha maximum	10 ha maximum
<b>SCoT modifié (2025)</b>	CU Caen la mer	160 ha maximum	86 ha maximum
	CdC Cingal-Suisse Normande	15 ha maximum	8 ha maximum
	CdC Cœur de Nacre	15 ha maximum	8 ha maximum
	CdC Vallées de l'Orne de de l'Odon	15 ha maximum	8 ha maximum
	CdC Val ès Dunes	15 ha maximum	8 ha maximum

**Enveloppe EQUIPEMENT :**

La concertation a conclu au nécessaire maintien de l'enveloppe forfaitaire pour les équipements et infrastructures supra sur la première décennie. En effet, de nombreuses réalisations et de nombreux projets d'équipements et d'infrastructures présentant un intérêt général ont été remontés par les EPCI et les communes. Il est ainsi proposé de maintenir à l'identique l'enveloppe mutualisée sur 2021-2030, puis de lui appliquer un taux de réduction de -50 % sur 2031-2040.

**Synthèse des évolutions de l'enveloppe « équipements et infrastructures » mutualisée à l'échelle du SCoT :**

	2021-2030	2031-2040
<b>SCoT révisé (2019)</b>	40 ha maximum	40 ha maximum
<b>SCoT modifié (2025)</b>	40 ha maximum	20 ha maximum

Cette enveloppe mutualisée « Equipements et Infrastructures » comptabilisera les 30 % de consommation surfacique relative aux projets d'envergure régionale (prévus par le SRADDET), lorsque ceux-ci seront connus. (cf. pp. 36 et 37 du DOO modifié).

La modification simplifiée prend également en compte les projets d'envergure nationale ou européenne dans sa rédaction (p. 38 du DOO modifié). Sur le SCoT Caen-Métropole, l'arrêté ministériel du 31 mai 2024 relatif à ces projets porte :

- Un projet en liste 1 : Site du poste électrique lié au parc éolien (Bellengreville ; 5 ha).
- Deux projets en liste 2 et qui concernent Caen la mer : Aménagement routiers contournement Sud-Est de Caen ; Usine TH2 (TERTU) à Blainville.

VU le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 143-33 relatif à la modification du SCoT

VU le SCoT de Caen-Métropole révisé, approuvé le 18 octobre 2019 et exécutoire depuis le 14 janvier

Conseil communautaire - séance du jeudi 26 juin 2025

2020

VU la délibération DCS21-2025 du Pôle Métropolitain Caen Normandie Métropole relative au bilan de la concertation, à la validation de l'évaluation environnementale, à l'arrêt et à la mise à disposition du dossier de modification simplifiée n°1 du SCoT Caen-Métropole,

VU l'avis de la commission Aménagement et Urbanisme réglementaire de Caen la mer du 12 Juin 2025,

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré :

**EMET** un avis favorable au projet de modification simplifiée n°1 du SCoT.

**DIT** que les objectifs de réduction de la consommation d'espace issus de cette modification sur la décennie 2021-2030, puis de réduction de l'artificialisation nette des sols sur la décennie 2031-2040, seront déclinés dans un rapport de compatibilité, dans le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Habitat et Mobilités (PLUi-HM) de Caen la mer, actuellement en cours de rédaction. Ce rapport de compatibilité permettra d'adapter à la marge la répartition des enveloppes entre les différentes vocations des zones, ainsi qu'entre les deux décennies, sans porter atteinte à l'enveloppe globale d'environ 580 ha fixée d'ici 2040 pour Caen la mer.

**DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de 2 mois suivant sa publication. Ce recours contentieux peut être précédé dans ce délai d'un recours gracieux auprès de monsieur le président. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse au recours gracieux ; le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr),

**AUTORISE** le président ou son représentant à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération

Vote : Majorité absolue  
90 pour - 2 contre - 13 abstentions -

Transmis à la préfecture le - 4 JUIL. 2025  
Affiché le - 4 JUIL. 2025  
Identifiant de l'acte  
Exécutoire le - 4 JUIL. 2025

Le Président,

Nicolas JOYAU







Communauté de communes  
Cingal - Suisse Normande

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Département du Calvados

CDC CINGAL - SUISSE NORMANDE

**Nombre de membres :**

En exercice : **56**

Qui ont pris part à la délibération : **47**

Dont pouvoirs : **6**

Date de la convocation : **18/06/2025**

Date d'affichage : **03/07/2025**

**CC-DEL-2025-082**

Aménagement du territoire : Avis modification simplifiée du  
SCoT Caen-Métropole

L'an **deux mil vingt-cinq, le vingt-six juin, à 20h00**, le conseil communautaire de la **CDC CINGAL - SUISSE NORMANDE, régulièrement convoqué**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle Nelson MANDELA de GOUVIX, après convocation légale et sous la présidence de **M. Jacky LEHUGEUR**.

Étaient présents : Mme ONRAED Isabelle, M. LEBLANC Bernard, M. BRARD Robert, M. BRETEAU Jean-Claude, Mme LEBOULANGER Christine, Mme DUPUY Vanessa, Mme TASTEYRE Delphine, Mme HUBERT-BENDZYK Christine, M. JAEGER Marcel, M. CARVILLE Raymond, Mme LE CORRE Astride, M. HAVAS Roger, Mme MAILLOUX Elisabeth, Mme DANLOS Marie-Christine, Mme HAUGOU Françoise, M. PITEL Gilles, M. CHAVARIA Jean-Pol, M. DE COL Gilles, M. LEHUGEUR Jacky, M. BERTIN Laurent, M. BUNEL Gilles, Mme MOUCHEL Clémentine, M. BRISSET Pierre, M. ALLAIN Gérard, Mme AZE Daphné, M. VALENTIN Gérard, M. CHEDEVILLE Benoît, M. LEMOUX Julien, M. MOREL Daniel, M. CHATAIGNER Vincent, Mme COURVAL Claudine, M. LADAN Serge, Mme FIEFFÉ Patricia, M. LAGALLE Philippe, Mme ROUSSELET Gaëlle, Mme LECOUSIN Françoise, Mme MARIQUIVOI-CAILLY Évelyne, M. VANRYCKEGHEM Jean, M. MOREL Sylvain.

Ainsi que les suppléants : Mme ROBERT Hélène, M. CHATEL François.

Étaient absents excusés : M. LEBOUVIER Luc, M. CHESNEAU Franck, Mme SERRURIER Laurence, M. LECERF Théophile, M. LEDENT Yves, Mme FRÉTÉ Christine, Mme LELAIDIER Claudine, M. DELACRE Éric, M. MAZINGUE Didier, M. MOREL Patrick.

Étaient absents non excusés : Mme BELLONI Céline, M. LEPRINCE Alain, M. CHATELAIS Paul, M. ANNE Guy, Mme BRIERE Marie-Estelle, Mme BRION Carine, M. MARIE Serge.

Mouvements en cours de séance ayant une incidence sur les votes : M. LEMOUX Julien arrive à 20H17, Mme ROUSSELET Gaëlle arrive à 20H20, M. BERTIN Laurent arrive à 20H30

Pouvoirs : M. LEBOUVIER Luc en faveur de M. HAVAS Roger, M. CHESNEAU Franck en faveur de Mme LEBOULANGER Christine, Mme FRÉTÉ Christine en faveur de M. LEMOUX Julien, Mme LELAIDIER Claudine en faveur de M. LADAN Serge, M. DELACRE Éric en faveur de Mme LECOUSIN Françoise, M. MAZINGUE Didier en faveur de M. LAGALLE Philippe.

Secrétaire : Mme Isabelle ONRAED.



## **OBJET : Aménagement du territoire : Avis modification simplifiée du SCoT Caen-Métropole - CC-DEL-2025-082**

La loi Climat et résilience du 22 août 2021 a posé, dans son article 194, un objectif national de zéro artificialisation nette (ZAN) d'ici 2050 et un objectif transitoire de réduction de moitié de la consommation foncière d'ici 2030. Ces objectifs doivent être traduits et territorialisés dans les documents de planification (SRADDET, SCOT et PLU(i)).

Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Normandie a été modifié pour intégrer ces objectifs. Sa modification a été approuvée le 28 mai 2024 par le préfet de région, elle est exécutoire depuis le 4 juin 2024.

Il appartient au SCoT Caen-Métropole, dont la révision a été approuvée le 18 octobre 2019, de traduire la trajectoire ZAN, en compatibilité avec le SRADDET.

Ces évolutions du SCoT doivent être réalisées dans un temps court, avant février 2027. A cette fin, la modification simplifiée du SCoT a été prescrite le 15 octobre 2024.

Le SRADDET normand modifié fixe, pour le territoire du SCoT Caen-Métropole, une réduction de la consommation d'Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (ENAF) par rapport aux années 2011-2020 (période de référence) de -45,8%, à laquelle il faut déduire la contribution à l'enveloppe foncière réservée aux projets d'envergure (-15 % de la consommation foncière permise sur 2021-2030).

La circulaire ministérielle du 31 janvier 2024 et les fascicules du guide de mise en œuvre de la réforme ZAN portent une doctrine sur la comptabilisation dérogatoire des ZAC commencées avant le 22 août 2021. Après définition de quatre critères cumulatifs, le Pôle métropolitain a retenu 14 ZAC pour la comptabilisation dérogatoire : 10 sur Caen la mer, 3 sur Cœur de Nacre et 1 sur Cingal-Suisse Normande.

Sur le Cingal-Suisse Normande, la ZAC concernée est la ZAC du Grand Clos (Bretteville-sur-Laize). Elle répond aux quatre critères cumulatifs :

1. ZAC en extension (ou très majoritairement en extension).
2. ZAC effectivement commencée entre le 22 août 2011 et le 22 août 2021 (a minima par des travaux de VRD entraînant la consommation effective et définitive de foncier).
3. ZAC dont il restait de la consommation à réaliser après le 22 août 2021 (surface « libre » selon CCF).
4. ZAC concédée (engagement contractuel contraignant entre la collectivité MO et le concessionnaire).

Selon la base de données de référence régionale « Cartographie de la consommation foncière » (CCF), la consommation foncière observée sur le SCoT Caen-Métropole pendant la période 2011-2020 est de 1 068 hectares. A ces 1 068 hectares s'ajoutent 363,2 hectares couverts par les 14 ZAC retenues dans le cadre de la circulaire du 31 janvier 2024. Après application du taux de réduction globale (45,8 % + 15 % = 53,93 %) incluant la contribution mutualisée aux projets d'envergure, l'enveloppe foncière autorisée pour Caen Normandie Métropole sur la période 2021-2030 est de 659 hectares.

Pour la deuxième période, 2031-2040, suivant l'objectif 4 bis du SRADDET, le Pôle métropolitain fixe lui-même ses objectifs de diminution pour maintenir la trajectoire vers le ZAN. Le Pôle métropolitain a alors retenu le taux de -75%, toujours par rapport à la période de référence 2011-2020. Enfin, pour la dernière période avant le ZAN, 2041-2050, le Pôle métropolitain ne peut pas fixer d'objectifs dans la procédure de modification simplifiée, car le périmètre temporel du SCoT Caen-Métropole approuvé en 2019 porte sur 2020-2040. Le Pôle métropolitain, dans un souci de sécurisation juridique de la procédure, ne traite donc pas de cette dernière période.

Synthèse des évolutions :





Dans la déclinaison territoriale entre les 5 EPCI, le Pôle métropolitain a appliqué l'équation de répartition du SCoT de 2019 et a également effectué une péréquation de la CU Caen la mer vers les EPCI peu ou pas couverts par les ZAC. La péréquation traduit la recherche de solidarité territoriale et de renforcement du polycentrisme maillé à l'échelle du SCoT. De plus, l'enveloppe de développement économique a été globalement préservée, à la demande des EPCI. C'est donc l'enveloppe de développement de l'habitat qui a largement diminué.

Le transfert de la commune de Saint-Sylvain, au 1<sup>er</sup> janvier 2025, de la Communauté de communes Cingal-Suisse Normande vers la Communauté de communes Valès Dunes (VeD) a été pris en compte par un transfert équivalent à la part de la population de Saint-Sylvain par rapport à l'EPCI (diminution sur CSN, pour augmentation sur VeD). Seule l'enveloppe « habitat » des deux EPCI a été impactée, en considérant l'armature du SCoT Caen-Métropole, la commune de Saint-Sylvain n'ayant pas vocation à porter de développement économique consommateur de foncier ni d'équipement à rayonnement intercommunal. Cela représente environ 3ha sur 2021-2030 et 1,5 ha sur 2031-2040.

Pour la CDC Cingal-Suisse Normande, la modification simplifiée amène les évolutions suivantes pour les enveloppes de consommation maximale :

- Habitat (hors ZAC du Grand Clos) :

	EPCI	2021-2030	2031-2040
<b>SCoT de 2019</b>	Cingal-Suisse Normande	70 ha maximum	70 ha maximum
<b>SCoT suite à modification simplifiée</b>	Cingal-Suisse Normande	54 ha maximum	30 ha maximum

- Economie :

	EPCI	2021-2030	2031-2040
<b>SCoT de 2019</b>	Cingal Suisse Normande	10 ha maximum	10 ha maximum
<b>SCoT suite à modification simplifiée</b>	Cingal Suisse Normande	15 ha maximum	8 ha maximum

- Enfin, concernant les équipements publics, l'enveloppe est mutualisée à l'échelle du SCoT et diminue de moitié sur 2031-2040.

Concernant les autres règles impactant directement ou indirectement la consommation foncière, le SCoT de 2019 fixe des densités nettes minimales (en logement à l'hectare) et des taux minimums de construction de logements en tissu urbain existant. Ces deux taux sont des minimums que les documents d'urbanisme locaux (PLUi) vont devoir dépasser pour respecter les enveloppes foncières. Ces taux ne peuvent pas évoluer dans le cadre de la procédure de modification simplifiée, n'étant pas une déclinaison directe du SRADDET au titre de la loi Climat et Résilience. Avoir fixé des taux « minimums » permet de garantir une parfaite compatibilité entre le SCoT modifié et les futurs PLUi et permet également de garantir la cohérence entre les différents objectifs du SCoT.

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets, dite « Climat et Résilience » ;

Vu la loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux ;

Vu l'article L. 143-33 du Code de l'urbanisme, prévoyant qu'avant la mise à disposition du public, le président de l'établissement public notifie le projet de modification à l'autorité administrative compétente de l'Etat et aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-8 du même code ;

Vu le courrier de Monsieur le Président du Pôle métropolitain Caen Normandie Métropole sollicitant l'avis de la Communauté de communes sur le projet de modification simplifiée du SCoT Caen-Métropole ;

Vu le dossier de modification simplifiée du SCoT Caen-Métropole ;



Considérant que le projet de modification simplifiée a été rédigé en constant partenariat avec les EPCI concernés (information et ateliers réalisés depuis 2021 par le Pôle métropolitain sur le sujet du ZAN, concertation continue depuis la prescription de la procédure, nombreuses réunions avec les EPCI, réunion PPA) ;

La commission ADT réunie le 19 juin propose d'émettre un avis favorable au projet de modification simplifiée du SCoT Caen-Métropole.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE À L'UNANIMITÉ DES MEMBRES PRÉSENTS ÉMET UN AVIS FAVORABLE AU PROJET DE MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU SCOT CAEN-METROPOLE.**

Certifiée exécutoire après transmission à  
la Préfecture de CAEN  
et publication par voie d'affichage

Pour extrait certifié conforme  
La secrétaire de séance,  
Mme Isabelle ONRAED

Pour extrait certifié conforme  
Le Président,  
M. Jacky LEHUGEUR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200066710-20250626-CC-DEL-2025-082-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/07/2025

Publication : 03/07/2025



Nos réf : DU-rép-2025

Pôle territoires

Service aménagement

Secrétariat : 02 31 70 25 20

[amenagement@calvados.chambagri.fr](mailto:amenagement@calvados.chambagri.fr)

**Siège Social**

6 avenue de Dubna

CS 90218

14209 Hérouville-Saint-Clair cedex

Tél. 02 31 70 25 25

[accueil14@normandie.chambagri.fr](mailto:accueil14@normandie.chambagri.fr)

**Antenne d'Ifs**

Bâtiment D

400 Boulevard Charles Cros

ZA Object'Ifs Sud - Green Park

14123 Ifs

Tél. 02 31 53 55 00

[ifs@normandie.chambagri.fr](mailto:ifs@normandie.chambagri.fr)

**Antenne de Bayeux**

ZAC - Route de Caen

14400 Bayeux

Tél. 02 31 51 66 33

[bayeux@normandie.chambagri.fr](mailto:bayeux@normandie.chambagri.fr)

**Antenne de Vire**

201 rue de la Douïtée

14500 Vire

Tél. 02 31 68 11 16

[vire@normandie.chambagri.fr](mailto:vire@normandie.chambagri.fr)

**Antenne de Lisieux**

Pôle d'Activités de Glatigny

70 rue Guilloineau

14100 Lisieux

Tél. 02 31 31 31 85

[lisieux@normandie.chambagri.fr](mailto:lisieux@normandie.chambagri.fr)



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Etablissement public

Siret 130031503 00019 / APE 9411Z

[normandie.chambres-agriculture.fr](http://normandie.chambres-agriculture.fr)



**Pôle Métropolitain  
Caen Normandie Métropole**

Monsieur le Président

16, rue Rosa Parks

CS 52700

14027 CAEN Cedex 9

Hérouville St Clair, le 18 juillet 2025

**Objet : SCoT Caen-Métropole – Avis modification simplifiée**

Monsieur le Président,

Par un courrier en date du 29 avril 2025, vous nous avez fait parvenir le projet de modification simplifiée du SCoT Caen-Métropole. Nous vous remercions pour cette transmission, et en application des articles L 143-33 et suivants du Code de l'Urbanisme, nous vous adressons notre avis.

La modification simplifiée fait suite à l'entrée en vigueur de la loi « Climat et Résilience », ainsi qu'à la modification du SRADDET de la région Normandie.

En effet, le 22 août 2021, la loi « Climat et résilience » a fixé l'objectif national d'atteindre le zéro artificialisation nette (ZAN) à l'horizon 2050. Pour ce faire, le texte a prévu l'atteinte d'un objectif intermédiaire : celui de réduire de moitié la consommation d'espaces à échéance 2030.

Appartenant aux SRADDET de traduire et de territorialiser ces objectifs dans un premier temps, le schéma régional normand a fait l'objet d'une procédure de modification en ce sens. Cette dernière est devenue exécutoire le 4 juin 2024. Elle fixe des échelles territoriales infra-régionales et leur associe différents niveaux d'efforts à tenir, dans l'optique d'assurer l'atteinte de l'objectif de réduction de moitié de la consommation d'espaces à l'horizon 2030, en moyenne sur la Normandie. Dans ce cadre, le SRADDET normand a fixé au SCoT Caen-Métropole, l'objectif de réduire sa consommation d'espaces 2011-2020, de 53,9% sur la période 2021-2030. Le SRADDET a également laissé à ses échelles territoriales infra (dont le SCoT Caen-Métropole fait partie), la responsabilité de poursuivre la définition d'objectifs sur les décennies suivantes, devant permettre d'atteindre le ZAN en 2050.

Les SCoT devant être rapidement mis en compatibilité avec leurs SRADDET sur ces questions, le Pôle Métropolitain Caen Normandie Métropole a décidé de procéder à ladite modification simplifiée.

La Cartographie de la Consommation Foncière (CCF) – outil produit par l'EPFN, fait état d'une consommation foncière de 1068 ha, enregistrée sur le territoire du SCoT entre 2011 et 2020. Se référant à la circulaire BECHU du 31 janvier 2024, ainsi qu'aux fascicules du guide de mise en œuvre de la réforme ZAN publiés par le ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires, le SCoT a recensé 363,2 ha dans des périmètres de ZAC, venant s'ajouter aux 1068 ha consommés entre 2011 et 2020.

En effet, les textes ci-dessus mentionnés offrent la possibilité d'ajouter à la consommation foncière enregistrée sur 2011-2020, des hectares compris dans des périmètres de ZAC qui ne seront effectivement consommés qu'après le 1<sup>er</sup> janvier 2021. Il faut cependant que les travaux dans ces ZAC aient débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021. Le SCoT a fait le choix de retenir cette possibilité, ce qui porte la consommation foncière 2011-2020 à un total de 1431,2 ha. Nous notons que les 363,2 ha se rajoutant à la consommation foncière initialement observée, sont issus d'un travail sélectif réalisé sur les ZAC du territoire. En effet, sur 41 ZAC, seuls les hectares de 14 ZAC ont été retenus pour ajout. Il s'agit de ZAC délimitées en extension, effectivement commencées sur la période 2011-2020, comportant des « reste à consommer » en 2021, et faisant l'objet d'un engagement contractuel entre une collectivité et un concessionnaire.

Comme évoqué précédemment, le SRADDET normand prévoit pour le SCoT Caen-Métropole, un taux de réduction de sa consommation d'espaces 2011-2020, de -53,9% sur la période 2021-2030 (-45,8% pour ses besoins propres, et -15% pour alimenter les enveloppes mutualisées destinées au recul du trait de côte et aux projets d'envergure régionale). En appliquant ce taux aux 1431,2 ha de consommation foncière 2011-2020, on arrive donc à une enveloppe maximale de 659 ha consommables pour le territoire, sur la période 2021-2030. Le SCoT révisé de 2019, tablait sur une consommation foncière maximale de 940 ha sur la décennie 2020-2030. L'économie des 281 hectares de différence, se portera sur les logements. En effet, le SCoT a choisi de maintenir ses enveloppes 2020-2030 pour les activités économiques et pour les équipements (voire de légèrement les augmenter pour les activités économiques). Ceci dans le but de préserver les dynamiques économiques du territoire, et de permettre la réalisation des projets d'équipements déjà programmés.

Pour la période 2031-2040, le SCoT a prévu une enveloppe maximale d'artificialisation équivalente à une réduction de 75% de la consommation d'espaces du territoire 2011-2020. Soit 358 ha (1431,2 -75%). Sur cette décennie, les efforts seront également principalement supportés par l'habitat. L'artificialisation engendrée par les équipements sera réduite de moitié par rapport à ce que le SCoT révisé de 2019 avait initialement prévu. L'enveloppe pour les activités économiques sera ici aussi globalement maintenue, dans le même souci de préservation des dynamiques du territoire qu'évoqué précédemment.

Cela étant, le choix d'ajouter les 363,2 ha de ZAC à la consommation foncière 2011-2020, fait gagner 167 ha consommables au territoire sur la période 2021-2030 ( $1068 - 53,9\% = 492$  ha, au lieu des 659 ha calculés par la modification simplifiée). De même, la décision de repartir de la consommation foncière 2011-2020 augmentée des 363,2 ha de ZAC, fait gagner 91 ha artificialisables au territoire sur la période 2031-2040 ( $1068 - 75\% = 267$  ha, au lieu des 358 ha calculés par la modification simplifiée). Le tout cumulé, le territoire gagne donc 258 ha de projets sur la période 2021-2040. Il s'agit là d'autant de surfaces potentiellement agricoles, qui ne pourront être préservées d'une urbanisation prochaine. Nous regrettons donc ce choix d'utiliser la « dérogation ZAC », qui entraînera la disparition de surfaces agricoles supplémentaires, corrélativement au gain de surfaces de projets qu'elle permet.

Au regard de ces éléments, nous émettons un **avis favorable** sur le dossier de modification simplifiée, **sous réserve de la prise en compte de notre remarque.**

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations les meilleures.

Le Président



Jean-Yves HEURTIN

**CAEN NORMANDIE METROPOLE**  
**Pôle métropolitain**  
**Emmanuel RENARD**  
**Président**  
**16 rue Rosa Parks CS 52700**  
**14 027 Caen Cedex 9**

N/Réf. :  
MLR/CJ/MdeC/MC 2025  
Objet :  
Avis modification simplifiée SCOT  
DATP  
Mel : mcario@caen.cci.fr

Caen,  
Le 21 juillet 2025

Monsieur le Président,

Conformément à l'article L 121-4 du code de l'urbanisme, j'ai l'honneur de vous adresser l'avis de la Chambre de Commerce et d'Industrie Caen Normandie concernant le projet de modification simplifiée du SCOT Caen – Métropole.

La CCI Caen Normandie partage les objets du projet de Schéma de Cohérence Territoriale qui pourraient impacter le développement économique local, à savoir :

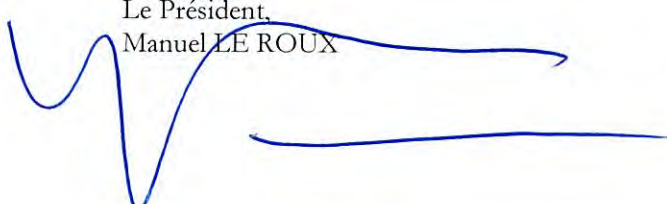
- La mise à jour des enveloppes de consommation foncière, conformément à la réglementation ZAN,
- La mise à jour des différents documents de planification : PADD, DOOD et évaluation environnementale,
- La mise à jour des surfaces libres en prenant en compte les dérogations qui concernant 14 ZAC selon les critères strictes évoqués,

En conséquence, la Chambre de Commerce et d'Industrie Caen Normandie émet un avis favorable à la modification simplifiée du SCOT Caen - Métropole.

Je vous saurais gré de me transmettre le dossier définitif en version numérique après approbation par le conseil communautaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Président,  
Manuel LE ROUX



# SYNDICAT MIXTE POUR LE SCOT DU NORD PAYS D'AUGE

\* \* \* \* \*

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

\* \* \* \* \*

N°25-015

SEANCE DU 21 JUIN 2025

**Présents :** Yves DESHAYES, Président; Sylvain NAVIAUX, 1<sup>er</sup> Vice-Président, Roland JOURNET, Jean-François MARIN, Florence COTHIER, François VANNIER, Allain GUESDON, Vice-Présidents; Marie-Laure MATHIEU ; Sophie GAUGAIN, Nadia BLIN ; Armand GOHIER; Véronique BOURNÉ, *suppléante de Philippe AUGIER*, Patrice BRIÈRE, *suppléant de Michel MARESCOT*, Patrice ROBERT, suppléant de Jean-Michel BROGNIEZ; Jacques VALLÉE, Pierre CARREL; Françoise SPRUYTTE, *suppléante de Steve REYDELLET*, Christelle FESQUET, *suppléante de David POTTIER*, Pierre AVOYNE, Pierre BOUGARD ; Michèle LEVILLAIN, Christian MINOT, Jean-François BERNARD ; Joël COLSON, Alain GESBERT, Brigitte POURDIEU, *suppléante de Marie-France CHÂRON*, délégués titulaires.

**Absents excusés :** Olivier HOMOLLE, Gérard MARTIN, Géry PICODOT, Patrick THIBOUT, Denis LELOUP ; Marie-Louise BESSON ayant donné pouvoir à Nadia BLIN ; Alexandre BOUILLON ayant donné pouvoir à Jean-François MARIN, Denise DAVOUST ; Jacques MARIE, David MULLER ayant donné pouvoir à Patrice ROBERT, Sylvie DE GAËTANO ayant donné pouvoir à Véronique BOURNÉ, Michel CHEVALLIER, François PEDRONO ; Martine MARTIN ; Michel BAILLEUL, Michel ROTROU ; Christophe CLIQUET ; Lionel MAILLARD, *suppléant de Martine PATOUREL*, *démissionnaire* ; Martine HOUSSAYE.

**Absents :** Xavier MADELAINE, Olivier PAZ.

**Secrétaire de séance :** Christelle FESQUET.

### SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE CAEN METROPOLE MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 INTEGRATION ET DECLINAISON DES OBJECTIFS RELATIFS A LA REDUCTION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE PUIS DU RYTHME DE L'ARTIFICIALISATION DES SOLS, EN COMPATIBILITE AVEC LE SRADDET NORMAND MODIFIE NOTIFICATION - AVIS

La Loi « Climat et résilience » a posé des objectifs de sobriété foncière et d'atteinte du Zéro artificialisation nette (ZAN). Le SRADDET de Normandie a été modifié pour les intégrer. Sa modification est exécutoire depuis le 4 juin 2024.

Le SCoT Caen-Métropole - au même titre que le nôtre - doit traduire la trajectoire ZAN à son échelle, en compatibilité avec le SRADDET, par une procédure de modification simplifiée prévue à l'article 194 de la loi « Climat et Résilience ». **Le Comité syndical a « arrêté » le dossier de modification simplifiée par délibération en date du 25 avril 2025. En application des articles L.143-33 et R.104-23 du Code de l'urbanisme, la modification simplifiée nous a été notifiée par courrier électronique en date du 29 avril 2025.**

REÇU EN PREFECTURE

le 26/06/2025

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-014-251405213-20250621-DEL IB\_25\_01



La commission « SCoT-suivi des dossiers » s'est réunie le 16 juin 2025 afin de procéder à l'examen de ce dossier.

En s'appuyant sur un diaporama de synthèse illustré, Monsieur Anthony HUBERT, Directeur adjoint du Pôle métropolitain Caen Normandie Métropole, a présenté les enjeux de cette modification et la déclinaison des orientations fixées par le SRADDET normand modifié au sein du SCoT Caen-Métropole.

La tendance en matière de consommation foncière est d'ores et déjà orientée à la baisse sur le territoire de Caen-Métropole. Alors qu'à l'aune des années 2010, le territoire consommait annuellement jusqu'à 170 hectares, ce chiffre est tombé à 56 hectares en 2022. C'est principalement sur la Communauté urbaine de Caen la Mer, la plus grosse consommatrice en foncier, que les efforts sont marqués (baisse de 60% en 12 ans), les autres communautés de communes membres se situant sous la barre des 20 hectares par an depuis 2011.

Sur la période de référence 2011 – 2020, c'est l'habitat qui est le responsable de la plus grosse part de la consommation d'espace, en moyenne entre 80 et 90%, sauf pour la communauté urbaine de Caen la Mer et pour la Communauté de communes Cœur de Nacre où l'activité économique représente respectivement 35% et 30% du foncier consommé. Monsieur HUBERT s'attarde ensuite sur la question des Zones d'Aménagement Concerté, qui représente un véritable enjeu sur Caen-la-Mer, en fonction de la manière dont on comptabilise la date de consommation d'espace, s'agissant de zones découlant de procédures complexes et générant une urbanisation étalée dans le temps (souvent sur deux décennies). En effet, 41 ZAC sont en cours à l'échelle du territoire du SCoT. Parmi celles-ci, n'ont été retenues que les ZAC commencées, concédées et en extension sur la période de référence, soit 14 ZAC représentant un gisement foncier de 363 hectares au 1<sup>er</sup> janvier 2021 : ceux-ci seront comptabilisés sur la période 2011-2020.

La traduction des objectifs chiffrés du SRADDET, en intégrant l'enveloppe mutualisée pour les projets d'envergure, laisse, pour la décennie 2020-2030, 659 ha d'enveloppe maximale de consommation d'espace, qu'il faudra encore réduire environ par deux pour la décennie suivante (comptée en artificialisation). Sans le report du gisement foncier des ZAC sur la période de référence, le territoire ne pouvait plus autoriser aucune consommation d'espace pendant les 5 années qui nous séparent de 2030 ... !

Pour la territorialisation, Caen Métropole a préféré concentrer ses efforts sur la réduction des enveloppes dédiées à l'habitat (en misant sur davantage de renouvellement urbain et des densités renforcées au sein des PLU(i) – ces données n'étant pas par elles-mêmes modifiées à ce stade au sein du SCoT pour des questions de solidité juridique) afin de se préserver des enveloppes foncières pour le développement économique - en lien notamment avec l'objectif gouvernemental de réindustrialisation - et pour les équipements, les collectivités travaillant sur plusieurs projets d'intérêt général qui doivent servir l'attractivité du territoire. L'enveloppe dédiée à l'habitat représentera ainsi 400 hectares sur la période 2021-2030 (contre 700 hectares qui étaient prévus dans le SCoT approuvé en 2019), dont la moitié pour Caen la Mer, les quatre autres communautés de communes se répartissant assez équitablement l'enveloppe restante. Cet effort sur l'habitat permet de préserver globalement les enveloppes fixées en 2019 pour les équipements et le développement économique (respectivement 40 et 200 hectares). A noter que le mécanisme adopté pour les ZAC, qui bénéficiait essentiellement à Caen la Mer, a fait l'objet d'une péréquation avec les autres communautés de communes, mettant ainsi en œuvre la solidarité interterritoriale.

Compte tenu de ces éléments, la commission « SCoT-suivi des dossiers » propose l'avis suivant :

« Le Comité Syndical,

*SOULIGNE l'ampleur du travail effectué, les efforts consentis en matière de rythme de réduction de la consommation d'espace, les précautions juridiques prises et la finesse de l'analyse qui a permis à chaque territoire d'être reconnu dans ses spécificités,*

*SOULIGNE l'efficacité de la mise en œuvre de la solidarité interterritoriale, laquelle doit demeurer au cœur du projet politique d'un Schéma de Cohérence Territoriale,*

**ÉMET UN AVIS FAVORABLE sur le projet de modification simplifiée n°1 du SCoT de Caen Métropole.**

Je vous demande de bien vouloir en délibérer.

---

Le Comité Syndical,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.143-33 et L.132-8 2<sup>ème</sup> alinéa,

VU le dossier « arrêté » de modification simplifiée du SCoT Caen Métropole,

ENTENDU l'exposé du Rapporteur, Monsieur François VANNIER, Vice-Président délégué à la Commission Aménagement commercial,

Sur proposition de sa commission « SCoT-suivi des dossiers » réunie le 16 juin 2025 et de sa commission plénière réunie ce jour,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés,

SOULIGNE l'ampleur du travail effectué, les efforts consentis en matière de rythme de réduction de la consommation d'espace, les précautions juridiques prises et la finesse de l'analyse qui a permis à chaque territoire d'être reconnu dans ses spécificités,

SOULIGNE l'efficacité de la mise en œuvre de la solidarité interterritoriale, laquelle doit demeurer au cœur du projet politique d'un Schéma de Cohérence Territoriale,

ÉMET UN AVIS FAVORABLE sur le projet de modification simplifiée n°1 du SCoT de Caen Métropole.

---

POUR EXTRAIT CONFORME  
LE PRESIDENT,

Yves DESHAYES



Le Président :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente délibération qui sera affichée au siège du Syndicat Mixte
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès du Président du Syndicat Mixte, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. L'absence de réponse vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, fait naître un nouveau délai de deux mois au cours duquel peut être saisi le Tribunal Administratif.

REÇU EN PREFECTURE

le 26/06/2025

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-014-251405213-20250621-DEL IB\_25\_01

MONSIEUR EMMANUEL RENARD  
PRESIDENT  
CAEN NORMANDIE METROPOLE  
16 RUE ROSA PARKSCS  
52700  
14027 CAEN CEDEX 9

Les Monts d'Aunay, mercredi 9 juillet 2025

**Affaire suivie par : Sophie LEMOINE**

**Objet : Avis PPA – Modification simplifiée du SCoT Caen-Métropole**

Monsieur le Président,

A la suite de la présentation de votre projet de modification simplifiée lors du Bureau Communautaire du 24 juin 2025, Pré-Bocage Intercom a bien pris acte de l'évolution du document.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Vice-Président en charge du SCoT de Pré-Bocage  
Monsieur Christian HAURET,







Lisieux, le 18 juillet 2025

**Monsieur le Président**  
**Pôle métropolitain**  
**Caen Normandie Métropole**  
**16 rue Rosa Parks**  
**CS 52700**  
**14027 CAEN Cedex 9**

**Pôle Aménagement et Prospective Territoriale**  
Tél. 02 31 61 66 09  
[amenagement@agglo-lisieux.fr](mailto:amenagement@agglo-lisieux.fr)

*N/ Réf : DT/AP/JO/AD/25.119*  
*Dossier suivi par Julien OSMONT*  
*Objet : Avis – Modification simplifiée du SCoT Caen-Métropole*

Monsieur le Président,

Nous avons bien reçu le projet de modification simplifiée du Schéma de Cohérence Territoriale Caen-Métropole, par courrier, en date du 29 avril 2025.

Après consultation, nous vous informons que la Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie n'a pas d'observations particulières à formuler et émet un avis favorable sur le projet de modification simplifiée du SCoT Caen-Métropole.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.

**Par délégation,**  
**Pour le Président,**  
**Le Vice-Président délégué à**  
**l'Aménagement de l'Espace**

**Dany TARGAT**



Le comité syndical, légalement convoqué le 17 juin 2025, s'est réuni le mardi 1er juillet 2025, en séance publique au siège de Bayeux Intercom à Bayeux – salle des assemblées à 16h30.

Membres titulaires en exercice : 31  
Membres suppléants en exercice : 31  
Membres titulaires présents : 18  
Membres suppléants présents : 5

ELUS TITULAIRES : 11				ELUS SUPPLEANTS : 11			
ISIGNY OMAHA	Noms	PRESENTS	ABSENTS	ISIGNY OMAHA	Noms	PRESENTS	ABSENTS
	COURCHANT Albert				CHICOT Alexandre		Excusé
	DUFOUR Mireille		Excusée		FOLLIOU Richard		
	FURDYNA Hubert	X			GERVAIS Alain		
	KIES LAURENT	X			LEBASTARD Frédéric		
	MADOUASSE Denis	X			LEMOIGNE Denis		Excusé
	MOTTIN Brigitte		Excusée		LEPELLETIER Serge		
	PESQUEREL Yohann	X			LEVÊQUE Anthony		
	POISSON Cédric		Excusé		PACARY Christophe		
	POTTIER David	X			PHILIPPE Louis	1	
	SCELLES François		Excusé		POISSONNIERE ERIC		
	THOMINES Patrick	X			RENAUD Frédéric		
		6	5			1	10

ELUS TITULAIRES : 11				ELUS SUPPLEANTS : 11			
BAYEUX INTERCOM	NOM	PRESENTS	ABSENTS	BAYEUX INTERCOM	NOM	PRESENTS	ABSENTS
	BION HETET Carine	X			BERGER Jérôme		Excusé
	CATTELAINE Daniel		Excusé		BLET André	X	
	DEMOULINS Benoît		Excusé		BOUST Sylvie	X	
	DOS SANTOS Catherine	X			COLLET - MORIN Bertrand	X	
	DUBOSQ Thierry	X			COTIGNY Daniel		
	GOMONT Patrick				DELORME Jean-Marc		
	LEPOULTIER Mélanie		Excusée		FRANCOISE Rémi		
	RUSSEIL Bruno	X			ICHMOUKAMETOFF Gérard		
	SIMONET Marie-claude	X			ISABELLE Gilles		
	TANQUEREL Arnaud	X			LEMIERE Claude		
	VAN ROYE Christophe		Excusé		MOULIN Gilles		Excusé
		6	5			3	8

ELUS TITULAIRES : 09				ELUS SUPPLEANTS : 09			
SEULLES TERRE ET MER	Nom	PRESENTS	ABSENTS	SEULLES TERRE ET MER	Nom	PRESENTS	ABSENTS
	BOUVET PENARD Marie-France	X			BACA Nadine		
	COUILLARD Didier	X			CROCOMO Christelle		
	COUZIN Alain	X			DUVAL Jean		
	LECOURT Jean-Daniel				HUBERT Didier		
	LE DUC DREAN Lysiane		Excusée		LAVARDE patrick		Excusé
	LEMENAGER Guillaume	X			LEMOUSSU Daniel	X	
	LEU Gérard	X			OZENNE Thierry		
	ONILLON Philippe	X			SCRIBE Alain		
	SARTORIO Virginie		Excusée		TABOUREL Gilles		
		6	3			1	8

## COMPATIBILITE AVEC LE SCOT – AVIS DE TER 'BESSIN SUR LE PROJET DE MODIFICATION SIMPLIFIEE DU SCOT DE CAEN NORMANDIE METROPOLE

### Contexte

La loi n°2021-1104 dite « Climat et résilience » adoptée le 22 août 2021 a posé, dans son article 194, un objectif national de zéro artificialisation nette (ZAN) d'ici 2050 et un objectif transitoire de réduction de moitié de la consommation foncière d'ici 2030. Ces objectifs doivent être traduits et territorialisés dans les documents de planification (SRADDET, SCOT et PLU(i)).

Caen Normandie Métropole a, par arrêté de son Président en date du 15 octobre 2024, décidé d'engager une procédure de modification simplifiée de son SCOT visant à intégrer les objectifs du principe du Zéro Artificialisation Nette décliné dans le SRADDET de Normandie modifié.

Conformément aux dispositions de l'article 132-8 du code de l'urbanisme, les établissements publics limitrophes porteurs de SCOT sont associés à l'élaboration des schémas de cohérence territoriale portés par une collectivité. Ainsi, en application de l'article L.143-33 du même code, Caen Normandie Métropole a transmis par courrier en date du 29 avril 2025, à Ter 'Bessin, le projet de modification simplifiée n°1 du SCOT de Caen Normandie Métropole.

Dans ce cadre, Ter 'Bessin est invité à faire part de son avis.

### Objectifs de la modification

Le SRADDET de Normandie fixe un objectif de réduction de -45,8 % de consommation d'ENAF pour la période 2021/2030 comparativement à la période 2011/2020. L'enveloppe foncière autorisée pour Caen Normandie Métropole sur la période 2021-2030 serait ainsi de 659 hectares, puis de 358 ha sur la période 2031/2040, répartis comme suit :

	Scot approuvé en 2019		Projet Scot modifié 2025	
Surfaces en ha par vocation	2021/2030	2031/2040	2021/2030	2031/2040
habitat	700	700	399	220
Dév éco	200	200	220	118
Equipements publics	40	40	40	20
TOTAL	940 ha	940 ha	<b>659 ha</b>	<b>358 ha</b>

Afin d'intégrer ce nouvel objectif, le SCOT de CNM est modifié de la façon suivante :

- Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) : Pages 22 et 23 : mise à jour des informations relatives au SRADDET / Page 36 : complétude et mise à jour du sous-chapitre relatif à la limitation de la consommation d'espace.
- Le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) : Page 32 : complétude et mise à jour du sous-chapitre relatif à la limitation de la consommation d'espace / Pages 35, 36 et 37 : instauration des nouvelles prescriptions relatives aux enveloppes maximales sur les décennies 2021-2030 et 2031-2040, par secteurs géographiques.
- Le Rapport de présentation : Evaluation environnementale actualisée en rapport avec la modification simplifiée / Etat initial de l'environnement profondément mis à jour et complété.

A l'issu de l'exposé, s'ensuivent des échanges et débats visant à proposer l'avis du syndicat mixte.

ENTENDU l'exposé de ces motifs,

VU le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L143-33,

VU le Schéma de Cohérence territorial du Bessin approuvé par délibération du 20 décembre 2018,

VU la notification du projet de modification simplifiée n°1 du SCOT de Caen Normandie Métropole en date du 29 avril 2025,

Le comité syndical, après en avoir délibéré,

**EMET UN AVIS FAVORABLE** sur le projet de modification simplifiée n°1 du SCOT de Caen Normandie Métropole.

VOTE

Vote au scrutin ordinaire :

Pour : 23      Contre : 0      Abstention : 0

- ☐ Adopté à majorité
- ☐ Adopté à l'unanimité
- ☐ Non adopté

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits,



**Pour extrait conforme,  
Fait à Bayeux, le 01/07/2025**



**Le Président de Ter' Bessin,  
Arnaud TANQUEREL**



**Ter'Bessin**  
L'aménagement durable en action





**Contribution CREPAN**  
**Révision simplifiée**  
**SCOT de Caen Métropole,**  
**Claudine JOLY,**  
**Vendredi 4 juillet 2025**

Je voudrais dans un premier temps remercier les responsables du SCOT, en particulier le président de Caen Normandie Métropole, pour la réunion de concertation organisée le 26 mars dernier en direction des associations d'usagers et des APNE locales et régionales sous un format qui a permis la transmission d'informations assez détaillées ainsi que de nombreux échanges sur les sujets qui nous préoccupent particulièrement : occupation des sols certes mais aussi biodiversité, agriculture, eau, alimentation, mobilité,... qui seront à voir plus précisément lors de la révision générale du SCOT prévue à partir de 2026.

J'ai pu assister de plus en CDPENAF 14 le 03/07 dernier, à une autre présentation plus brève, centrée sur l'application de la démarche ZAN sur le territoire du SCOT.

Pour ce qui concerne cette révision partielle, le CREPAN salue et approuve bien sûr les efforts prévus de réduction de la consommation d'espaces dans les années à venir (-50 % 2021-2023 / 2011-2020 puis encore - 50 % sur la décennie suivante pour arriver à ZAN en 2050).

Un bémol peut être indiqué cependant du fait de l'intégration des ZAC dans le calcul des ZA durant la décennie précédente, possibilité liée à une dérogation que d'autres territoires de SCOT n'utilisent pas systématiquement.

Un bémol supplémentaire est lié à l'intégration de la ZAC de Douvres la Délivrande (19 ha quand même) dans la décennie 2011-2020 en s'appuyant sur la publication de la réglementation en août 2021. J'ai cependant bien entendu, en réponse à notre question lors de la réunion associative, que sans cette dérogation ZAC, plus aucun terrain ne serait consommable sur le territoire du SCOT d'ici à 2030, situation très difficile à tenir vis-à-vis des élus que ce soit pour l'habitat ou de développement économique. Dans ce cadre, le reste à aménager à ce jour pour la décennie 2021-2030 est probablement très faible et nous espérons que les élus vont s'y tenir effectivement malgré une évolution possible des règles nationales.

Enfin, je veux rappeler l'importance de la biodiversité en ville ou en zone rurale, la densification de l'habitat humain doit s'accompagner d'une grande vigilance sur le sujet de la préservation des habitats naturels. Pour rappel, la diminution des populations d'insectes est chiffrée à 70 % ou plus en Europe, ces insectes constituant la base des chaînes alimentaires dont l'homme est le sommet ! Les mises en place des trames vertes, bleues, noires et autres sont absolument essentielles.





## AVIS sur la modification simplifiée du SCoT Caen-Métropole

L'avis porte sur la modification simplifiée du SCOT pour traduire la trajectoire d'atteinte de l'objectif de Zéro Artificialisation Nette –ZAN- en compatibilité avec le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable et d'Égalité des Territoires-SRADDET-. Cette modification s'est accompagnée d'une actualisation de l'évaluation environnementale du SCOT.

Bénouville Environnement ne peut qu'être favorable à l'objectif général de ZAN à l'horizon 2050. Toutefois les modalités proposées sont une approche "comptable" qui prévoit des ratios de surfaces urbanisables sans prendre suffisamment en **compte les aspects qualitatifs de cette problématique**.

En effet tous les Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (ENAF) n'ont pas la même valeur agronomique ou écologique.

**Ainsi d'ores et déjà des territoires sensibles pourraient être classés en ZAN** sans attendre 2050, en s'appuyant sur les enjeux décrits dans le très complet rapport de l'évaluation environnementale qui montre l'insuffisance des mesures prévues vis-à-vis de certains d'entre eux notamment les paysages, la biodiversité, les pratiques agroécologiques, les ressources en eau...

Bénouville Environnement émet donc un avis défavorable sur les orientations proposées qui n'est pas un avis défavorable sur l'objectif de ZAN.

Vu par le Conseil d'Administration  
Fait à Bénouville, le 7 juillet 2025

La Présidente  
Annick Blondel

